

éditorial

La rubrique 38

Conseil départemental de la Savoie

Conservation départementale du Patrimoine
Hôtel du département, CS 31802
73018 Chambéry cedex
Tél. (00-33-4) 04 79 70 63 60
E-mail cdp@savoie.fr

Édito

Hervé Gaymard

Député

Président du Conseil départemental
de la Savoie



Sports d'hiver au Revard, vers 1897-1900.
Au 2^e plan, l'un des deux hôtels de la station.
Cliché fonds photographique, coll. départementales.

Directeur de la publication

HERVÉ GAYMARD

Rédacteur en chef

PHILIPPE RAFFAELLI

Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées

JEAN LUQUET, Directeur

Conservation départementale

du patrimoine de la Savoie

PHILIPPE RAFFAELLI, conservateur en chef du patrimoine
JEAN-FRANÇOIS LAURENCEAU, attaché de conservation
CLÉMENT MANI, attaché de conservation
SOPHIE CARETTE, assistante de conservation
VINCIANE GONNET-NÉEL, assistante de conservation
ODILE REBOUILLAT, rédacteur principal
LAURENCE CONIL, rédacteur
VALÉRIE BRÉBANT, secrétaire
MARIE-ANGÈLE GUILLIEN, agent d'accueil

CLARA BÉRELLE, chargée de mission Inventaire

JÉRÔME DURAND, chargé de mission Réseau des musées
et maisons thématiques de Savoie

Crédit photographique

Conservation départementale (page 3)
R. Bertrand, Koala, Musée d'art et d'histoire (pages 4 à 7)
Museobar Modane, Marie-Claude Côte (pages 8 & 9)
Musée de l'ours des cavernes, Scalp Photo, P. Couloume (page 10)
Pascale Vidonne, Archives et Patrimoine,
ville de Bourg-Saint-Maurice (pages 11 à 13)
Archives départementales de la Savoie (page 14 & 15)
Denys Harreau / ville d'Aix-les-Bains, Archives municipales;
Thierry Leroy / Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général;
Archives départementales de la Savoie / Fonds Chappis (pages 16 & 17)
Coll. M-A. Podevin, J.-F. Laurenceau, Clara Bérelle (pages 18 & 19)
Fondation Facim, Sandrine Pérez (pages 20 & 21)
Bibliothèque Nationale et Universitaire de Turin;
Musée d'art et d'histoire de Genève / Sandra Pointet (page 22)
N. Jansen; Studio Fotografico Gonella (avec l'autorisation
de la Fondazione Torino Musei); Fibbi-Aeppli; Su concessione
del Ministero dei Beni e delle Attività Culturali e del Turismo
(page 23)
Service archéologie et patrimoine bâti, direction des affaires
culturelles de la Haute-Savoie (pages 24 & 25)
Conservation départementale du patrimoine de la Savoie
(pages 26 à 29)
MCC-Drassm / Y. Billaud, E. Champelovier; Drassm / M. Raffin,
R. Brigand (pages 30 à 33)
Martine Thévenot-Grand (page 34)

Création graphique de la maquette Emmanuelle Mellier

Exécution et mise en page Fanette Mellier et Marion Pannier



LE DÉPARTEMENT

La rubrique des patrimoines
de Savoie est téléchargeable sur
www.savoie.fr

Dépôt légal
4^e trimestre 2016
Tirage 2800 exemplaires
ISSN 1288-1635

ont collaboré à ce numéro ■ Sylvie ABALLÉA-SCHÄTTI, Assistante conservatrice, Collections médiévales, Domaine des arts appliqués, Musée d'art et d'histoire de Genève, +41 22 418 26 57, sylvie.aballea@ville-ge.ch ■ Elsa BELLE, chercheur, Inventaire général du patrimoine culturel, Région Auvergne-Rhône-Alpes, 04 26 73 57 41, elsa.belle@auvergnerhonealpes.eu ■ Yves BILLAUD, Archéologue, Ingénieur de Recherche, Responsable de la cellule « eaux intérieures », MCC / DRASSM, 04 91 14 28 10 / 06 78 17 79 21, yves.billaud@culture.gouv.fr ■ Martine BUISSART, Directrice, Fondation Facim, Tél. 04 79 60 59 00, martine.buissart@fondation-facim.fr ■ Eva CHAUVIN-DESFLEURS, Atelier d'Archéologie alpine, 06 77 40 85 46, e.chauvindesfleurs@gmail.com ■ Sylvie CLAUS, Directrice adjointe des Archives départementales de la Savoie, 04 79 7087 73, sylvie.claus@savoie.fr ■ Laurent D'AGOSTINO, Atelier d'Archéologie alpine, 06 77 40 85 46, laurent.dagostino74@gmail.com ■ Anne DELAFONTAINE, Coordinatrice du Pôle Vie littéraire, Fondation Facim, 04 79 60 59 00, vielitteraire@fondation-facim.fr, ■ Jérôme DURAND ■ Sébastien GOSSÉLIN, Conservateur du patrimoine, Musée Savoisien, 04 79 33 44 48, sebastien.gosselin@savoie.fr ■ Vinciane GONNET-NÉEL ■ Philippe GRAS, chercheur, Inventaire du patrimoine, Ville d'Aix-les-Bains, 04 79 61 40 84, archives@aixlesbains.fr, j.lagrange@aixlesbains.fr ■ Clément MANI ■ Laurence MILLERS, Responsable, Service Patrimoine, Direction des services à la population Mairie d'Albertville, 04 79 10 43 26 / 06 26 08 80 34, laurence.millers@albertville.fr ■ Lucie PACHECO, Chargée de mission bases documentaires, Direction des Affaires culturelles, Service Archéologie et Patrimoine bâti, Département de la Haute-Savoie, 04 50 33 23 70, christophe.guffond@hautesavoie.fr ■ Joël LAGRANGE, directeur, Archives municipales et Inventaire du patrimoine, Ville d'Aix-les-Bains, 04 79 61 40 84, archives@aixlesbains.fr, j.lagrange@aixlesbains.fr ■ Clément MANI ■ Laurence MILLERS, Responsable, Service Patrimoine, Direction des services à la population Mairie d'Albertville, 04 79 10 43 26 / 06 26 08 80 34, laurence.millers@albertville.fr ■ Lucie PACHECO, Chargée de mission bases documentaires, Direction des Affaires culturelles, Service Archéologie et Patrimoine bâti, Département de la Haute-Savoie, 04 50 33 23 70, lucie.pacheco@hautesavoie.fr ■ Philippe RAFFAELLI ■ Odile REBOUILLAT ■ Claudine THEOLLIER, Responsable du Museobar, musée de la frontière, Modane, 04 79 59 64 23, museobar@modane.org ■ Olivier VEISSIÈRE, Patrimoine numérique, olivier.veissiere@laposte.net ■ Stéphanie VEROLLET, Responsable du Musée de l'ours des cavernes, Entremont-le-Vieux, 04 79 26 29 87, info@musee-ours-cavernes.com ■ Pascale VIDONNE, Archives & Patrimoine - Patrimoine historique, Ville de Bourg-Saint-Maurice / Les Arcs, 04 79 07 72 10, p.vidonne@bourgsaintmaurice.fr

nouveaux projets européens ALCOTRA

duc des Alpes



La façade de l'église abbatiale d'Hautecombe, vers 1844, haut lieu historique et touristique.

Dessin de A. Sidoli, gravure de F. Citterio, planche de l'album de L. Cibrario. Collections départementales, inv. 2004-2-1.

Notes

1. ALCOTRA est un programme de coopération transfrontalière européenne (Alpes Latines COopération TRAnsfrontalière)

2. Les *Itinéraires Remarquables* sont un dispositif du Département de la Savoie créé en 2004. Ils ont pour objectif de faire découvrir les territoires de la Savoie à travers son patrimoine.

Dans la dynamique des manifestations et des expositions du 600^e anniversaire de la création du duché de Savoie en 1416, quatre partenaires se sont réunis pour porter le projet de coopération transfrontalière « Duc des Alpes » dont l'objectif est d'accroître l'attractivité touristique et l'offre culturelle des territoires autour de hauts lieux patrimoniaux marqueurs de l'histoire alpine et européenne. Le Département de la Savoie, La Fondation d'Hautecombe, le Fondo Ambiente Italiano (FAI) et l'association Le Terre dei Savoia ont ainsi élaboré des actions destinées à mettre en réseau des sites emblématiques de la Maison de Savoie, une des plus anciennes dynasties d'Europe et, par une nouvelle approche, à les faire redécouvrir au public : l'abbaye d'Hautecombe, le château de Racconigi et le château de La Manta. Ce projet vient d'être retenu dans le cadre du programme ALCOTRA 2017-2019¹.

Les actions proposent une approche complémentaire à la mise en valeur des *Residenze Sabaude*, les anciens châteaux et palais bâtis par la Maison de Savoie autour de Turin labellisés au titre du Patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO en 1997. Incitant le public à parcourir les deux versants des Alpes à la découverte d'une histoire européenne et d'une lecture renouvelée des sites par de nouveaux dispositifs muséographiques, didactiques et interactifs mais aussi de nouvelles synergies avec l'offre touristique et culturelle des territoires. Ces actions comprennent : la restauration d'éléments patrimoniaux essentiels à la visite et à la compréhension des sites actuellement dégradés ou inaccessibles pour des raisons de sécurité, l'organisation d'actions communes de promotion culturelle et touristique, la définition d'une méthodologie pour l'élaboration d'expositions de vulgarisation historique et patrimoniale adaptées à la morphologie de chaque site partenaire et à l'itinérance, enfin le développement aux moyens des nouvelles technologies, d'outils interactifs communs d'aide à la visite et la mise en réseau de l'information virtuelle.

Philippe Raffaelli

Croquis des vestiges de la fonderie de Peisey, vallée de la Tarentaise.

Dessin de Jonathan Desbois, EAG Grenoble.

mines de montagne

À l'évocation du patrimoine minier, la mémoire collective se tourne spontanément vers les « gueules noires » du nord de la France et la houillère chère à Émile Zola. Les Alpes ont pourtant été le théâtre de très nombreuses activités minières et métallurgiques d'envergure depuis l'Antiquité si bien que lorsque la Société Schneider et C^{ie} du Creusot obtint les concessions des Hurtières et de la Taillat en 1874, elle pensa mettre la main sur le plus gros gisement de fer de France. La Savoie compte à elle seule plus de 800 mines ! Le patrimoine constitué par ces mines de montagne est devenu invisible, car aujourd'hui quasiment inaccessible. Il est cependant valorisé depuis quelques années par des initiatives locales pour développer des projets de site et des structures dynamiques ont su s'armer scientifiquement et se professionnaliser.

Dans le cadre du programme ALCOTRA porté par la Vallée d'Aoste et le Département de la Savoie, plusieurs partenaires vont participer au projet « Mines de montagne » en 2017-2019. Ce futur réseau d'acteurs franco-italiens rassemble la Région Autonome de la Vallée d'Aoste, la ville de Cogne, les mines d'or et de cuivre de Brusson et de Saint-Marcel, le Département de la Savoie, les communes de Saint-Georges-d'Hurtières, de Saint-Michel-de-Maurienne et de La Plagne-Tarentaise et l'association « Les chemins du fer en Belledonne ».

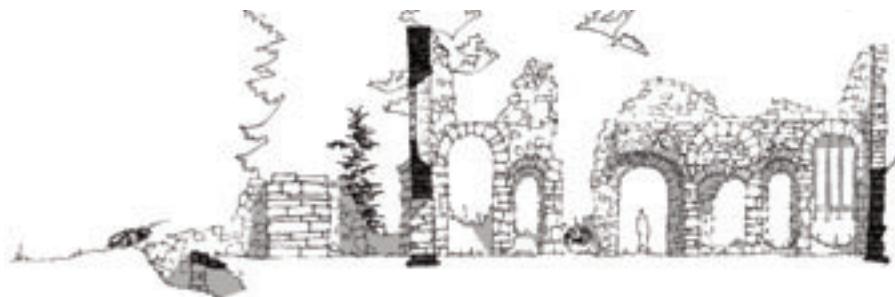
Pour le Département, ce projet permettra de créer un nouvel *Itinéraire Remarquable*² thématique sur les mines et la métallurgie. Trois ensembles socio-

techniques ont été identifiés : le fer de Belledonne, la route historique entre les Hurtières et les Bauges et le plomb-argentifère de Tarentaise. Le défi est de construire collectivement une offre de tourisme culturel aux bases scientifiques solides qui trouvera son écho auprès d'un large public à l'aide de dispositifs innovants. Recherches archéologiques et historiques, création d'outils de médiation, de communication et de commercialisation, seront autant d'actions menées dans une logique participative. Le Département de la Savoie proposera un soutien technique aux partenaires pour la réalisation de leurs propres actions.

Approuvé par le comité de programmation en octobre dernier, le projet devrait débuter dès le premier trimestre 2017.

Jérôme Durand

Ancien téléphérique d'exploitation des mines de Cogne, Vallée d'Aoste.



quelle histoire !

2016 : le Musée de Conflans fête ses 80 ans

Ce n'est un secret pour personne : le Musée d'art et d'histoire d'Albertville, que quelques-uns nomment encore, de façon gentiment surannée, le musée de Conflans, traite... d'art et d'histoire. Mais, finalement, en est-on sûr ? De quel(s) art(s) s'agit-il ? L'histoire qu'on y raconte est-elle bien celle d'Albertville ?

L'anniversaire du musée, célébré cette année, a constitué l'occasion de parcourir 80 ans d'existence de cet établissement culturel albertvillois. Il a aussi permis de s'interroger, une nouvelle fois, sur le discours muséographique qu'on a voulu y tenir, sur celui qu'on y tient, enfin sur celui qu'on devrait y tenir...



ACTUALITÉS
RÉSEAU ENTRELACS

Spectacle sur la création du Musée de Conflans en 1936, Musée d'art et d'histoire, Nuit des Musées 2016.



1936, l'année où tout a commencé

LA NAISSANCE DU MUSÉE DE CONFLANS

« Pourquoi Albertville n'aurait-elle pas son musée ? (...) On recueillerait et l'on classerait dans une salle ou deux, les vieilles choses fanées qui feraient revivre à nos yeux la bonne vie à Conflans, à l'Hôpital, dans la vallée de l'Arly, dans le Beaufortain ». Telles sont les lignes que l'on pouvait lire en 1922 dans le Journal d'Albertville. L'idée de doter la ville d'un musée courait d'ailleurs depuis longtemps parmi les érudits albertvillois puisque, dès 1877, on envisageait la création d'une Société académique d'Albertville pourvue d'une bibliothèque et d'un musée. Finalement, les somptueuses Fêtes du Centenaire d'Albertville, en 1936, offrent à la toute jeune association des Amis de Conflans l'opportunité de concrétiser ce vieux projet.



Au départ, il ne s'agit pas d'ouvrir un musée mais simplement d'organiser une exposition temporaire. Pour cela, il faut quand même constituer une collection. Les Amis de Conflans lancent donc un appel aux dons, pour lequel ils utilisent une formule-choc : « Tous, à l'aide ! Conflans doit vivre sur son passé. »

Ils sont entendus : lorsque l'exposition ouvre ses portes le 9 août 1936, elle réunit 677 objets donnés ou déposés, auxquels s'ajoutent les 183 acquisitions qu'ils ont faites. Les objets, statuaire religieuse, mobilier savoyard et portraits peints, sont mis en scène à la manière d'une pièce de maison : la table est mise, les murs sont parés de toiles, les sols couverts de tapis.

Le tout est présenté dans deux salles de la Maison Rouge, imposant bâtiment médiéval en brique situé sur la grande place de Conflans. La chaleureuse atmosphère qui se dégage de l'ensemble séduit les visiteurs. Le succès de l'exposition est tel que de temporaire celle-ci devient permanente : le musée de Conflans est né.

Première exposition des Amis de Conflans dans la Maison Rouge, 1936. Coll. Musée d'art et d'histoire d'Albertville.

MASQUE DE BACCHUS ET BOTTES DE POSTILLON

Sait-on cependant ce que le visiteur curieux qui pousse en 1936 la lourde porte de la Maison Rouge et en gravit les vénérables marches compte voir dans ce musée ? Vient-il découvrir l'histoire et le folklore de Conflans, la glorieuse cité médiévale qui n'est plus à cette date qu'un quartier pauvre d'Albertville ? Ou bien veut-il en apprendre plus sur l'histoire de la Savoie ? Est-il simplement curieux de pénétrer dans cette splendide demeure édifiée au XIV^e siècle et classée au titre des Monuments Historiques en 1904 ?

Ce n'est certes pas la lecture de l'inventaire des collections qui va nous aider à répondre à ces questions. Au contraire, celle-ci nous laisserait plutôt perplexes : un masque de Bacchus en albâtre de la fin du XIX^e siècle y côtoie par exemple des bottes de postillon fabriquées au XVIII^e siècle par un bottier de Lyon. Ni l'un ni l'autre de ces objets ne racontent Conflans, pas plus qu'Albertville ou la Savoie... Et pourtant, tous deux font partie des objets rassemblés par les Amis de Conflans pour l'exposition de 1936. Le registre d'inventaire indique laconiquement que le masque provient d'un don, sans donner aucune autre information. À la vue de cet objet énigmatique, on ne peut s'empêcher de penser que les fondateurs du musée ont accepté tout ce qu'on leur offrait sans distinction, peut-être pour ne pas froisser les bonnes volontés,

peut-être aussi pour enrichir les collections de pièces originales, à la manière d'un cabinet de curiosités... Les bottes en revanche ont été achetées, ce qui témoigne de l'intérêt tout particulier qui leur était accordé. Si elles n'appartiennent pas vraiment au patrimoine savoyard, elles permettent cependant d'illustrer de manière frappante le thème de la circulation et des échanges.

Rappelons que, de toute façon, les collections initiales ont été constituées dans la perspective, non pas de créer un musée, mais de présenter une exposition temporaire sur le *folklore* savoyard. Aussi peut-on comprendre que les objets n'aient pas été rassemblés dans le cadre d'une véritable politique d'acquisition. C'est pourtant bien cette collection initiale qui a orienté les choix muséographiques faits par la suite et qui détermine aujourd'hui encore le discours didactique. Une promenade dans l'histoire du musée au fil de ces huit dernières décennies permet de le constater.

1936-2016

Petite histoire du musée en 9 étapes

1949 – ORGANISER LES COLLECTIONS

Après treize années d'existence, le musée de Conflans a constitué une vaste et riche collection d'objets. Il s'agit maintenant d'en proposer au public une présentation plus organisée. Des travaux permettent l'aménagement de cinq sections : souvenirs religieux, histoire régionale, mobilier, histoire locale et folklore. Le musée cherche à étoffer sa présentation de la Maison de Savoie et rassemble ainsi une importante collection de monnaies et médailles, principalement dans le cadre de dons ou de dépôts. Un espace consacré aux expositions temporaires est également aménagé.

1951 – PRÉSENTER LES OBJETS DANS LEUR CONTEXTE

De nombreux objets de la vie quotidienne des XVIII^e et XIX^e siècles entrent au musée. Ils sont présentés en situation, dans les *intérieurs reconstitués* aménagés dans une maison attenante à la Maison Rouge. Comme au musée des arts et traditions populaires, on cherche à présenter ensemble tous les objets d'un lieu, en l'occurrence une maison conflaraine du XIX^e siècle, tels qu'ils pouvaient être dans leur



Balance romaine, fer-bronze, II^e-III^e siècles après J.-C.
Coll. Musée d'art et d'histoire d'Albertville, Inv. 996.04.

Bottes de postillon, XVIII^e siècle.

Coll. Musée d'art et d'histoire d'Albertville, 936.149 et 936.150.



contexte naturel. Mise en scène ? Restitution fidèle ? Reconstitution approximative ? La question de la rigueur scientifique ayant présidé à la création de ces espaces peut être posée. La représentation d'une pièce de vie permet néanmoins de s'immerger dans l'atmosphère du quotidien des hommes du passé, et ainsi de susciter l'émotion de souvenirs enfouis ou reconstruits.

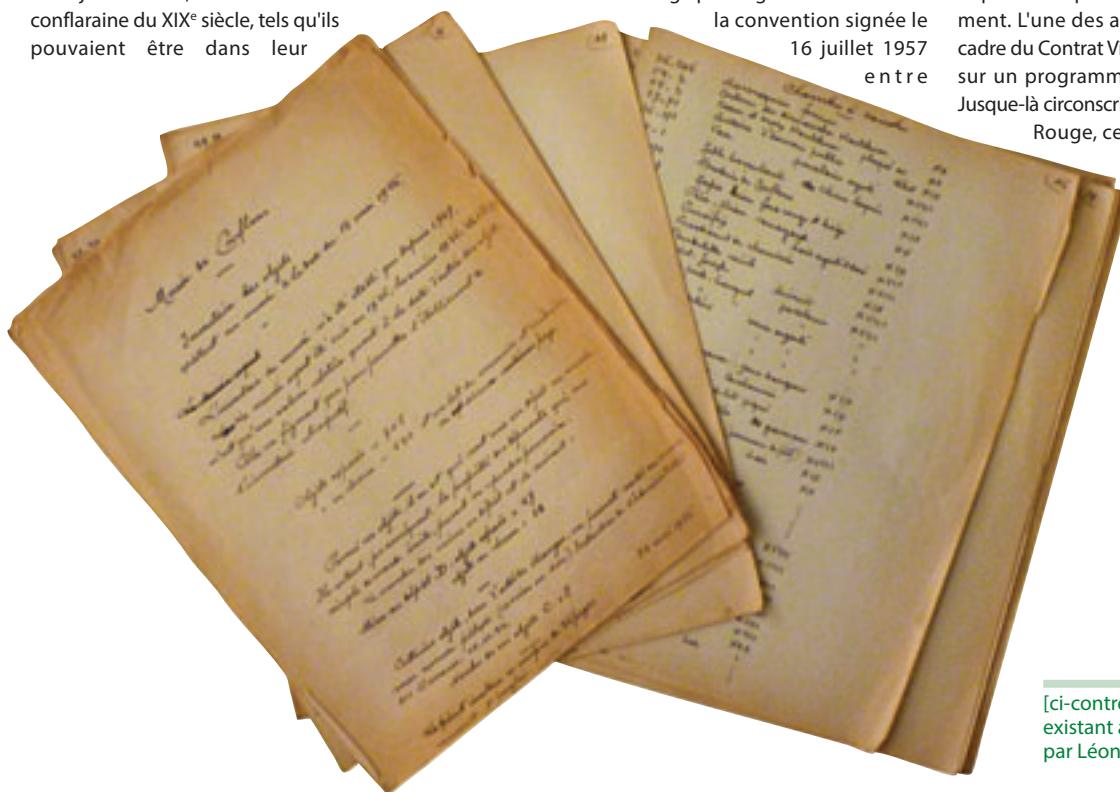
1956 – PASSER D'UNE GESTION ASSOCIATIVE À UNE GESTION MUNICIPALE

Léon Aubout, conservateur du musée, fait l'inventaire des objets du musée. On y apprend que les collections comprennent 1395 objets, dont 705 sont exposés et 690 en réserve, ainsi qu'un lot de monnaies et médailles. Représentatives de l'époque romaine et de la période XVII^e – début XX^e, ces collections ont été essentiellement constituées entre 1936 et 1939. Cet inventaire a vraisemblablement été rédigé pour figurer en annexe de la convention signée le 16 juillet 1957

entre la Ville d'Albertville et l'association fondatrice, devenue en 1949 la *Société des Amis du Vieux Conflans*. En effet, c'est à cette date que le musée passe d'une gestion associative assurée par la société savante à une gestion municipale. Les Amis du Vieux Conflans font don sans réserve à la Ville des collections d'objets folkloriques, historiques et archéologiques existant au musée de Conflans. Cette municipalisation entraîne le changement de nom de l'établissement, qui devient le musée municipal de Conflans.

1977-1979 – S'AGRANDIR

La cité vient d'être classée Ville d'art (1975) et l'intérêt du public pour le musée ne se dément pas, comme en témoignent les chiffres de fréquentation, qui seraient passés de 7 919 visiteurs annuels en 1967 à 14 697 en 1977. En 1978, le déménagement de l'hospice avec lequel le musée cohabitait depuis 1936 permet d'envisager un agrandissement. L'une des actions mises en place dans le cadre du Contrat Ville Moyenne d'Albertville porte sur un programme de restauration du musée. Jusque-là circonscrit au premier étage de la Maison Rouge, ce dernier va s'étendre dans les salles du second étage, tandis que la restructuration partielle du bâtiment arrière permet de créer un atelier de restauration et une salle d'exposition temporaire.



[ci-contre] Inventaire des objets existant au musée de Conflans, par Léon Aubout, 1956.



Plaque à beurre, bois sculpté :
«Fromagerie d'Albens-Futenex».
Coll. Musée d'art et d'histoire d'Albertville, Inv. 979.0.2.

ANNÉES 1980 – MONTRER L'ARCHÉOLOGIE

Sur la commune de Gilly-sur-Isère, limitrophe d'Albertville, des fouilles archéologiques commencent en 1975 et permettent la mise au jour d'une grande villa gallo-romaine. Peu de temps après les premières découvertes, une salle d'archéologie est créée au rez-de-chaussée du musée pour compléter le parcours et accueillir les vestiges placés en dépôt. L'intégration des pièces retrouvées à Gilly est cohérente avec l'esprit général : montrer à la société d'aujourd'hui la vie des hommes d'autrefois.

Les objets archéologiques retrouvés sur le site de Gilly enseignent autant sur l'histoire d'Albertville et de son bassin que sur l'histoire à grande échelle. En effet, la relative rareté des sites archéologiques augmente la valeur instructive des pièces retrouvées. Ainsi, la *statera* (balance romaine) exposée au musée est certainement la plus grande jamais retrouvée à ce jour.

1989 – FAIRE BRÛLER LA FLAMME DES JEUX OLYMPIQUES

Une exposition sur le ski se tient au musée. Les objets liés aux sports d'hiver ne sont arrivés que dans un second temps au sein des collections du musée. En 1936, ils n'étaient pas considérés comme suffisamment anciens ou caractéristiques du territoire. Leur intérêt ethnographique s'est accru au fil du temps, et à mesure que ces pratiques prenaient davantage de place dans l'économie locale. La plupart des pièces sont entrées dans les collections par don privé, principalement dans les années 1970, puis après 1992. La portée considérable des XVI^{es} Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville s'est fait ressentir au musée par l'augmentation du nombre de dons d'objets sur ce sujet.

ANNÉES 1990 – SE REBAPTISER

Le musée de Confians prend le nom de *musée d'ethnographie et d'histoire*. Il confirme ainsi sa volonté de donner à voir ces objets qui font sens, qui parlent des mœurs et des coutumes, afin de décrire, à l'homme d'aujourd'hui, l'histoire de la vie des gens appartenant à un passé plus ou moins éloigné. Le musée joue ce rôle d'artisan du témoignage, d'acteur de la conservation de la mémoire et du patrimoine. Son appellation se justifie d'au-

tant plus quand il est question d'art populaire. Manifestation d'un certain « folklore », il désigne une production artisanale d'objets de la vie quotidienne, dont il sera fait usage, qui présentent des décorations (sculptées, gravées, peintes) réalisées pour le plaisir et sans carcan esthétique.

Ces objets, conçus pour accomplir un travail, et décorés pour le plaisir de son utilisateur, sont désormais les témoins de pratiques individuelles, anonymes, qui révèlent une grande sensibilité des acteurs du monde paysan. Au-delà de la valeur mémorielle, ils ont une valeur esthétique qu'on ne découvre que depuis peu.

2005 – DEVENIR UN CENTRE D'INTERPRÉTATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE ?

La convention Ville d'art et d'histoire signée en 2003 entre la Ville d'Albertville et le ministère de la Culture et de la Communication prévoit la création d'un *Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine* (CIAP), tout à la fois lieu de rencontre et d'information sur les activités de valorisation du patrimoine et les projets urbains et paysagers, espace de découverte du territoire, support pédagogique pour le jeune public. En 2005, le *Projet Scientifique et Culturel* du musée envisage d'unir musée et CIAP en une seule entité, dans le cadre d'un projet novateur de « Musée-CIAP ». Il privilégie quatre axes forts à décliner en quatre parcours : histoire d'Albertville, art sacré, musée des enfants, réserve ou galerie d'études. En plus de l'exposition permanente sont prévus un centre de documentation et d'information et un espace pour les expositions temporaires.

Ce projet ne s'est finalement pas concrétisé, principalement pour des raisons financières. Il a donné cependant au musée son nom actuel de *Musée d'art et d'histoire d'Albertville* et il est à l'origine de la création de la boutique.

Séance d'animation avec des membres du réseau *Lever l'encre*.
Musée d'art et d'histoire d'Albertville, 2009.

Visiter le musée, c'est aussi expérimenter...
ici, la tenue de Napoléon III !
Musée d'art et d'histoire d'Albertville, 2016.





La halle olympique d'Albertville en 2016.

ANNÉES 2010 – FACILITER LA RENCONTRE ENTRE LES OBJETS ET LE PUBLIC

Le musée développe largement les actions de médiation, en direction des publics les plus variés : réalisation d'un parcours avec des personnes en situation d'éloignement socio-culturel, création d'ateliers-découvertes à destination des enfants porteurs d'un handicap mental, mise en place de visites audioguidées en versions francophone, anglophone, malvoyant et enfant, construction d'une visite en famille pour les enfants dès 3 ans, création d'ateliers d'expérimentation autour de l'architecture, de la mosaïque, de la poterie et de la dorure.

En route pour 2036 !

On s'interrogeait plus haut sur ce que le visiteur pouvait s'attendre à découvrir dans le musée de Conflans en 1936 et, in fine, sur le véritable discours tenu par des collections constituées plus ou moins au hasard des dons. Aujourd'hui se posent les mêmes questions : la représentation que le public se fait du musée après l'avoir visité correspond-elle à l'idée qu'il s'en faisait avant d'entrer ?

PERSPECTIVES POUR LES PROCHAINES ANNÉES

Réfléchir à cette question amène à travailler sur l'identité du musée, dans le cadre plus global d'un *Projet Scientifique et Culturel* à bâtir en lien avec les autres institutions culturelles albertvilloises (Maison des Jeux olympiques d'hiver et futur CIAP en particulier) et savoyardes (Musée savoisien en cours de rénovation et réseau des musées et maisons thématiques de Savoie). À ce titre, le musée se situe actuellement dans une période charnière. En effet, la Ville d'Albertville renégocie actuellement sa convention Ville d'art et d'histoire avec le ministère de la Culture et de la Communication. Elle s'engage donc dans la création d'un CIAP, qui sera cette fois distinct – et distant – du musée puisqu'il sera implanté dans la future ZAC du campus olympique, à proximité de la halle et du parc olympiques. La connexion avec le musée se fera par un cheminement à travers les différents quartiers de la ville, comme une remontée dans le temps jusqu'à Conflans. Le musée aura alors la charge de tenir une partie du discours sur l'interprétation de l'architecture et du patrimoine albertvillois.

VANNOIR ET BRAS RELIQUAIRE ?

Il ne faudra pas pour autant perdre de vue la nécessité de donner au musée une identité plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cette ambition peut conduire à la tentation d'une exposition monothématique, qui pourrait largement simplifier la communication du musée, tout en contribuant à valoriser son image. Il s'agirait de cibler un domaine dans lequel les collections du musée sont remarquables (art sacré, archéologie) et de renoncer aux autres. En d'autres termes, abandonner la présentation du vannoir et du pressoir pour mettre en avant le bras reliquaire de saint Grat et la statue de saint Jacques.

Mais en agissant de la sorte, ne perd-on pas une grande partie de l'esprit qui a présidé à la création du musée en 1936 ? Ne provoquera-t-on pas une certaine frustration du public, savoyard en particulier, à voir reléguées dans les réserves des collections qui, aussi modestes soient-elles, racontent elles aussi la vie quotidienne en Savoie ?



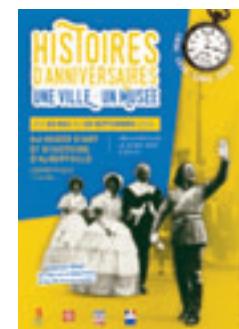
Exposition

L'exposition *Histoires d'anniversaires : une ville, un musée*, qui retrace l'aventure de la création d'Albertville en 1836 et celle des anniversaires de la ville en 1936 et 1986, a été présentée au Musée d'art et d'histoire de mai à septembre 2016. Elle est désormais visible hors les murs selon le calendrier suivant :

- du 13/12/2016 au 15/01/2017 à l'EHPAD Notre-Dame-des-Vignes
- du 16/01 au 05/02/2017 à la Résidence des Quatre Vallées
- du 06/02 au 06/03/2017 au Centre hospitalier d'Albertville
- du 07/03 au 20/03/2017 à la Maison de santé Claude Léger
- du 21/03 au 07/04/2017 au CDI du Lycée Jean-Moulin.

Un livret d'exposition est disponible au tarif de 5 € auprès de la boutique du Musée d'art et d'histoire.

Renseignements : 04 79 37 86 86



En conclusion, 80 ans après sa naissance, le musée doit aujourd'hui plus que jamais se doter d'un *Projet Scientifique et Culturel* ambitieux. Celui-ci devra s'inscrire dans le territoire en relation étroite avec les autres institutions culturelles sans pour autant perdre son âme, c'est-à-dire ce souffle d'enthousiasme qui l'a fait naître et qui l'a porté jusqu'à nous. Un beau défi à relever pour fêter dignement le 100^e anniversaire en 2036 !

Laurence Millers

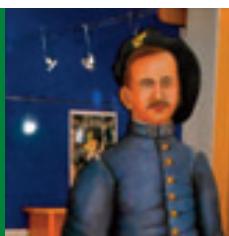
[ci-contre] Bras reliquaire de saint Grat, argent repoussé sur âme de bois, XV^e siècle. Musée d'art et d'histoire Inv. D.2005.1. Objet mobilier classé Monument historique en 1937.

Découverte des objets liés au travail de la terre avec des élèves de l'IME *Les Papillons blancs*. Musée d'art et d'histoire 2012.



le Museobar

10 ans d'histoires de frontière



ACTUALITÉS RÉSEAU ENTRELACS

Modane est une ville étape des vacanciers se rendant dans les villages et stations de Haute-Maurienne ou des voyageurs vers l'Italie. Face aux gares ferroviaire et routière, c'est un autre type de voyage que propose le *Museobar*, musée de la frontière : un voyage dans le temps, entre 1857 et 1935, dans une surprenante ambiance franco-italienne festive et laborieuse. C'est l'histoire des pionniers du rail, d'une nouvelle frontière, des garnisons alpines, des migrations italiennes.



Un décor original pour une histoire méconnue

Situé dans un ancien cinéma de Modane, le *Museobar* ouvrait ses portes au public le 6 juin 2006 : il porte ses 10 ans avec allégresse. Musée municipal, il a bénéficié pour sa réalisation du soutien financier, scientifique et technique du Conseil général de la Savoie, en partenariat avec l'Europe, l'Etat et la Région. Parmi les couleurs chatoyantes des murs peints en trompe-l'œil, les visiteurs découvrent l'histoire de cette ville au moment où elle est devenue frontière douanière et militaire et gare internationale dans la deuxième partie du XIX^e siècle.

De la musique avant toute chose

Au cœur de la muséographie : les pianos mécaniques de la collection départementale. Ces instruments sont directement liés à l'histoire de Modane car ils proviennent de la fabrique du Modanais Désiré Jorio. Ces pianos étaient destinés à faire danser dans les quatre-vingts cafés des villes de Modane et Fourneaux au début du XX^e siècle. Rien d'étonnant, donc, à ce que la muséographie présentant l'histoire de Modane soit inspirée de l'ambiance des cafés... Au cours de ces dix années, la musique n'a jamais perdu sa place prépondérante dans le musée où les airs de pianos mécaniques résonnent de toutes parts et où l'on peut aussi danser. Des formations musicales s'y sont souvent produites. Un piano droit classique a été donné au musée : il avait été acheté par un employé de Désiré Jorio à la fin du XIX^e siècle. Cet unique piano à clavier du musée est à disposition des visiteurs qui sauraient en jouer avec délicatesse.

L'été 2015, c'est le pianiste virtuose Giovanni Bellucci qui présentait une master class de deux

L'entrée du Musée de la frontière, le Museobar à Modane.



de ses meilleurs élèves sur un piano Pleyel loué pour l'occasion. Ce soir-là, Liszt résonnait parmi nos pianos de bastringue.

Jean-Yves Patte a consacré trois émissions aux pianos mécaniques de Modane sur France Musique.

Entre « Far-West » et port international perché à 1000 m d'altitude

Le début de la mondialisation est passé par le tunnel ferroviaire du Mont-Cenis qu'on a commencé à percer en 1857 entre France et Italie. La gare de Modane devient une gare internationale et frontalière à partir de 1860.

C'est une ville de pionniers à l'époque de l'apogée du chemin de fer à vapeur, une ville tout en longueur parsemée de cafés d'où résonne la cacophonie des pianos mécaniques. Outre les douaniers, cheminots, militaires, s'y côtoient également hommes d'affaires, voyageurs, entrepreneurs, fonctionnaires, ouvriers, aventuriers, immigrants, commerçants et contrebandiers des deux nationalités.

Au début du XX^e siècle, la gare internationale de Modane était le lieu de transit de tous types de voyageurs, marchandises et animaux. Cette ligne a été la route des Indes des Anglais pendant quelques années avant qu'ils ne passent par la Suisse.

C'était aussi et surtout la principale route des émigrants italiens vers l'Amérique. Cinq à six agences d'émigrations étaient installées à Modane. On y organisait le voyage en train et en bateau ; on réservait même le billet de train pour le sol américain.

Une histoire qu'on ne cesse de redécouvrir

Déjà très riche en iconographie à son ouverture, ce musée est devenu un lieu de conservation de la mémoire de son territoire : les habitants ont pris l'habitude d'y faire scanner leurs documents et photographies, de partager leurs souvenirs, afin d'enrichir le fonds documentaire.

Grâce à ces documents et témoignages, le musée réalise régulièrement des expositions temporaires sur différents thèmes.

Parfois d'incroyables personnalités ressurgissent de l'oubli

Le musée a pu retracer les biographies de deux personnalités modanaises : Antoine Fardel et Jean Richard.

Le Grand hôtel International en 1910. Fondé par Antoine Fardel, ce fut le premier bâtiment à avoir été éclairé électriquement en 1885. Coll. R. Chemin.



Un des pianos mécaniques fabriqués par Désiré Jorio à Modane, collections départementales.



Soirée master class de Giovanni Belucci au Museobar, en juillet 2015.

Antoine Fardel (1854-1918) : c'est grâce à ce capitaine des pompiers que Modane et Fourneaux ont été éclairées électriquement dès 1885, la même année que La-Roche-sur-Foron. Il a fait également construire le grand hôtel international de Modane, un des premiers bâtiments construits dans le quartier de la gare en 1871. Antoine avait acheté un ancien moulin et y avait installé la centrale électrique à ses propres frais. Le musée a fait des recherches grâce à un courriel de l'association *Starter* de La-Roche-sur-Foron qui a lancé un inventaire du patrimoine électrique européen. Ces faits et son nom avaient été oubliés de l'histoire locale ; depuis, la commune a baptisé sa salle polyvalente « salle Antoine Fardel ».

Quant à Jean Richard (1866-1955), sa biographie a été redécouverte grâce à plusieurs albums photographiques qui ont été prêtés au musée car ils contenaient de belles photos d'alpinisme en 1900.

D'autres documents nous ont finalement permis de découvrir que Jean Richard, le propriétaire de ces photos était un pionnier du patinage artistique. Né à Modane, issu d'une famille de Termignon, il a fait une brillante carrière de professeur de patin à glace à Paris et à Gstaad. Il a enseigné aux personnalités les plus en vue de la Belle Époque et des années folles. Il a créé une valse patinée : « la valse Européenne », toujours en usage pour les tests fédéraux. Nous avons même découvert qu'il a testé les tout premiers skis lors de son service militaire au 4^e Génie de Grenoble en 1889. Belle surprise aussi que de découvrir que les skis avaient été fabriqués par le menuisier du régiment, Antoine Gotte-land (1866-1928) né à La Ravoire et qui a fait toute sa carrière dans notre ville où il a même été le successeur d'Antoine Fardel à la centrale électrique du Rieu Roux.

Le romanque de la croisée des destins sur une nouvelle frontière franco-italienne

Comme des destinées de romans, la vie de certains personnages se dessine et d'autres nourrissent l'imaginaire : c'est pourquoi, le musée en partenariat avec la bibliothèque municipale a lancé deux concours de nouvelles parrainés par l'auteur Fabrice Melquiot, natif de Modane.

Dix années de partage et d'échange avec des personnalités d'horizons variés, que le Museobar ambitionne de poursuivre à la recherche d'autres destinées et événements à travers les frontières et les époques.

Claudine Théolier

Infos pratiques

Museobar

Musée de la frontière
42 rue de la République
73500 Modane
Tél. 04 79 59 64 23
www.museobar.com
info@museobar.com

Ouvert à l'année

mardi, mercredi de 15h à 19h
jeudi, vendredi, samedi
de 10h à 12h et de 15h à 19h
(dimanches de juillet et août de 15h à 19h)
Fermeture annuelle de mi-novembre
à mi-décembre.

Portrait du Modanais Jean Richard, pionnier du patinage artistique.



Vers 1885, unique civil parmi les militaires : l'hôtelier modanais, Antoine Fardel (1^{er} compagnie du 13^e bataillon de chasseurs à pied au Charmaix, près Modane : commandant Lapouge, et les officiers de Laflemard, Moisy et Liautaud).

musée de l'ours des cavernes

Entremont-le-Vieux 3^e fête préhistorique en Chartreuse



ACTUALITÉS RÉSEAU ENTRELACS

Le Musée de l'ours des cavernes d'Entremont-le-Vieux a organisé une nouvelle édition de sa fête préhistorique les 2 et 3 juillet 2016. À cette occasion, le musée a proposé la visite exceptionnelle de la grotte de la Balme à Collomb, des conférences ainsi que des ateliers préhistoriques pour toute la famille.

Ouverture exceptionnelle de la grotte de la Balme à Collomb

Découverte en 1988 par les spéléologues Marc Papet et Pierre Guichebaron, la grotte de la Balme à Collomb, située dans le Mont Granier, a révélé un important gisement paléontologique d'ours des cavernes. Des visites exceptionnelles ont été organisées le samedi 2 et le dimanche 3 juillet. Des scientifiques et des guides de la Réserve Naturelle des Hauts de Chartreuse ont encadré toute l'activité en collaboration avec le Spéléo Club de Savoie. 160 privilégiés ont découvert ce patrimoine paléontologique unique à l'origine de la création du Musée de l'ours des cavernes.

Derrière le porche, un trésor...

De nombreuses grottes à hibernation d'ours des cavernes ont été signalées en Europe occidentale mais certaines caractéristiques font de la grotte de la Balme à Collomb un site exceptionnel :

- La Galerie des Ours, fermée depuis des millénaires, a été retrouvée telle que les derniers ours des cavernes l'ont laissée il y a environ 24 000 ans. Les datations sur les ossements indiquent une présence des ours entre -45 000 ans et -24 000 ans.
- Cette grotte a été fréquentée quasiment exclusivement par des ours des cavernes pendant plus de 21 000 ans. Ils venaient dans la grotte pour passer l'hiver en état de semi-léthargie.
- Des squelettes presque complets ont été exhumés, ce qui est extrêmement rare.

Paléontologues, géologues et spéléologues mobilisés pour la fête préhistorique

Des spécialistes de la culture préhistorique alpine se sont réunis pour une série de conférences. Parmi eux, Michel Philippe, conservateur honoraire du Musée des Confluences de Lyon et Fabien Hobléa, géographe à l'Université Savoie-Mont-Blanc nous ont donné un éclairage sur le Mont Granier et sur le site de la Balme à Collomb.

Des ateliers pour toute la famille

Les ateliers préhistoriques invitaient à expérimenter et à comprendre le quotidien d'un homme préhistorique à l'époque de l'ours des cavernes et s'adressaient aussi bien aux enfants qu'aux adultes. Ainsi, le public a eu l'opportunité de tester son adresse (tir de sagaie), sa créativité (peinture, poterie, parure), son imagination pour être archéologue (fouille archéologique) et a assisté à des démonstrations de taille de silex et d'allumage du feu. Un atelier de dégustation de cuisine aux plantes sau-

L'Ours de Thierry Martenon au Muséum national d'histoire naturelle

La Mairie d'Entremont-le-Vieux prête sa sculpture de *L'Ours*, signée Thierry Martenon, au Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Habituellement présentée devant le Musée de l'ours des cavernes, l'œuvre s'installe pour huit mois sur le parvis de la Grande Galerie de l'Évolution du Jardin des Plantes de Paris. Objet d'appel de l'exposition temporaire « Espèces d'OURS ! », qui a lieu du 12 octobre 2016 au 19 juin 2017, la sculpture vise à éveiller la curiosité des visiteurs et à les inciter à visiter l'exposition, véritable plongée dans le monde des ours. C'est en 2011 que la Mairie d'Entremont-le-Vieux a invité Thierry Martenon à réaliser un ours de grande taille pour son Musée de l'ours des cavernes. Thierry Martenon aime travailler les essences de bois locales. L'environnement végétal et minéral de la Chartreuse constitue pour lui une source d'inspiration constante. Il crée des lignes simples et épurées qui ne manquent pas de nous rappeler les arts premiers. Ainsi, ses œuvres nous invitent, selon l'artiste, à « trouver le lien entre une ligne contemporaine, épurée, sobre, tendue et une texture, un état de surface grossier, buriné, primitif ». Avec cette sculpture, en bois et acier Corten, l'artiste nous propose sa vision et son interprétation de l'ours des cavernes. Cette approche esthétique donne une interprétation différente du patrimoine, de l'ordre du sensible.

vages et une activité de randonnée botanique à la découverte des herbes utilisées par nos ancêtres étaient également proposés ainsi que des spectacles portant sur la préhistoire. Françoise Ballet, archéologue et conservateur en chef honoraire du patrimoine, a proposé des visites commentées de l'exposition temporaire « La préhistoire expliquée aux enfants ». Enfin, comme pour les éditions précédentes, un déjeuner « à la mode préhistorique » permettait de partager un moment de convivialité.

Valorisation d'un patrimoine paléontologique

Le Musée de l'ours des cavernes a accueilli 1 160 visiteurs à l'occasion de cette fête préhistorique, ce qui représente sa meilleure fréquentation depuis la création de cet événement en 2008. Cette fête est organisée tous les quatre ans et bénéficie du soutien financier du Conseil départemental de la Savoie, du Parc Naturel Régional de Chartreuse et du soutien technique de nombreux partenaires culturels et scientifiques ainsi que des habitants. Par l'organisation de cet événement, le Musée de l'ours des cavernes vise à la valorisation et au partage d'un patrimoine paléontologique exceptionnel. Créé en 2002 et géré par la Commune d'Entremont-le-Vieux, le Musée de l'ours des cavernes reçoit en moyenne 15 000 visiteurs par an.

Stéphanie Vérollet



L'Ours, une création contemporaine
de Thierry Martenon.

de surprise en surprise

la restauration des décors de l'église d'Hauteville-Gondon

L'église Saint-Martin-de-Tours répertoriée dans les *Chemins du baroque* créés en 1992 par la Fondation FACIM, est fermée depuis 2014 pour d'importants travaux. Reconstituée en 1691, elle est située dans l'ancienne commune d'Hauteville-Gondon, rattachée à Bourg-Saint-Maurice en 1964, lors de la création de la station de ski des Arcs.

Un vaste projet de restauration en maîtrise d'ouvrage communale a débuté grâce à la réalisation d'un diagnostic complet sur le bâti, suivi de travaux concernant le gros œuvre en 2014 et 2015 (reprises en sous-œuvre, pose de tirants ceinturant le chœur, réalisation d'un drainage périphérique, réfection en partie des enduits extérieurs et intérieurs qui ont nécessité le démontage complet de 3 retables...).

Vue du chantier de la nef; l'échafaudage.



En 2015, l'équipe de restauration de Christine Guilloud intervenant sur la voûte du chœur.

En 2016, l'équipe de restauration de Bruno Gelper en action.

Le décor peint des voûtes

Ce chantier a permis de mettre en lumière le décor des peintures des voûtes réalisé en 1871 et des éléments en stuc présents à l'emplacement des clés de voûtes. Là était le véritable enjeu de ce chantier : faire prendre conscience de l'intérêt de restaurer ce décor du XIX^e siècle qui n'avait jamais été, ou très peu, mis en avant, que ce soit dans les écrits ou lors des visites guidées. L'accent avait été mis jusqu'alors principalement sur les retables dont la renommée a quelque peu occulté le reste de l'église. Ce mobilier baroque avait constitué jusque-là son attrait principal; il est composé de quatre retables dont deux classés Monuments historiques; les deux autres étant portés au Répertoire départemental de la Savoie.

Les décors peints du XIX^e siècle n'ont pas toujours fait l'objet d'une attention et d'une étude particulières et de manière induite, de mesures conservatoires. Des artistes comme Casimir Vicario sont sortis de l'ombre. Et que dire des Frères Artari, pourtant renommés dans leur région d'origine du Val d'Aoste, mais très peu évoqués et étudiés pour leur oeuvre réalisée dans de nombreuses églises des deux Savoie. Tout n'est pas parvenu jusqu'à nous et certains de ces décors ont été repris ou ont même disparu, comme c'est le cas pour l'église de Montagny.

Ces artistes semblent avoir été introduits en Savoie par l'entremise de l'architecte Étienne-Louis Borrel, architecte de Moûtiers qui a été chargé de la restauration et de l'agrandissement de plusieurs églises dont Longefoy, La Perrière, Peisey-Nancroix... et d'où il a pu faire appel parfois aux Frères Artari pour les décors peints. Avant Hauteville-Gondon, ils étaient intervenus à Aime pour l'église Saint-Sigismond en 1861 (les décors présentent des similitudes avec celle d'Hauteville-Gondon :



ARCHITECTURE
& PATRIMOINE

En cours de restauration.

réemploi de certains motifs, parenté dans la réalisation du décor des piliers encore bien présent dans le cas d'Aime) et à Peisey-Nancroix en 1868. Commandé en 1869, le décor d'Hauteville-Gondon est achevé à la fin de l'année 1871. Celui-ci n'est pas chargé, tous les voûtains ne présentant pas de motifs, et laisse de grandes zones unies. Des figures de saints sont représentées dans des médaillons : saint Paul, saint Pierre, sainte Anne, saint Jean-Baptiste... entourées de rinceaux, de guirlandes, et de roses stylisées sur les arcs doubleaux.

Le programme de restauration de ces décors peints a débuté en 2015 avec la restauration des voûtes du chœur (travail confié à Christine Guilloud). Un diagnostic réalisé la même année par A.R.T. SA Geneviève Reille-Taillefer a permis de confirmer que la couleur dominante, le bleu ciel, largement présent sur cette partie, n'est pas d'origine. Il a été





Détail d'une clef de la voûte avant et après dégage- ment de la polychromie.

appliqué lors de la restauration effectuée dans les années soixante pour laquelle nous n'avions pas de renseignement précis sur la nature même des travaux et qui a consisté notamment à repeindre les voûtains en contournant parfois assez maladroitement les motifs. En 2016, le travail s'est poursuivi avec la restauration des deux travées de la nef (travail confié à Bruno Gelper, *Arts & Bâtiment* 63). Le décor très altéré des voûtes de la tribune reste encore à reprendre.

Le décor des clés de voûte

Si le décor peint des voûtes est intéressant car homogène, celui des clés des voûtes, plus ancien, l'est tout autant et le dégage- ment des différents motifs a donné lieu à quelques découvertes étonnantes.

Plusieurs motifs en stuc en relief sont présents : têtes d'anges ailés, couronnes végétales petites et grandes dont une avec une gloire et une colombe, dôme avec une voûte céleste, une Pietà, une Sainte Catherine, un visage de religieux et enfin, la Cène. Tous ces motifs ont été recouverts soit de chaux blanche, soit de bronzine. Une petite écaille sur l'un des anges présent dans la voûte du chœur laissait supposer qu'une polychromie sous-jacente était présente. Le diagnostic sur les décors a permis de confirmer son existence, du moins pour le décor de la Cène. Mais est-ce le cas pour tous les autres ?

Pietà en stuc polychrome en cours de dégage- ment.



On ne peut en être certain tant que chacun d'eux n'est pas dégagé. Aussi, avant de déterminer si cette polychromie peut être restituée, il s'agit d'évaluer son état. On peut s'interroger aussi sur ce choix artistique qui a prévalu à un moment donné dans l'histoire de ce bâtiment et de son décor. L'une des raisons pour lesquelles ces motifs ont été masqués pouvait être que ce décor était trop détérioré et qu'il était préférable de le cacher plutôt que de le reprendre, ou qu'il n'était plus au goût du jour. Mais, bonne surprise, les motifs qui ont pu être dégagés jusqu'à présent révèlent une polychromie bien conservée et une grande finesse d'exécution, témoignant d'un souci du détail alors que ceux-ci sont placés à plus de 8 mètres de haut (hormis pour ceux présents sur les voûtes de la tribune). L'autre question est de savoir quand ces motifs ont été recouverts, ce qui a eu pour effet de les dissimuler à notre regard et d'en occulter l'intérêt.

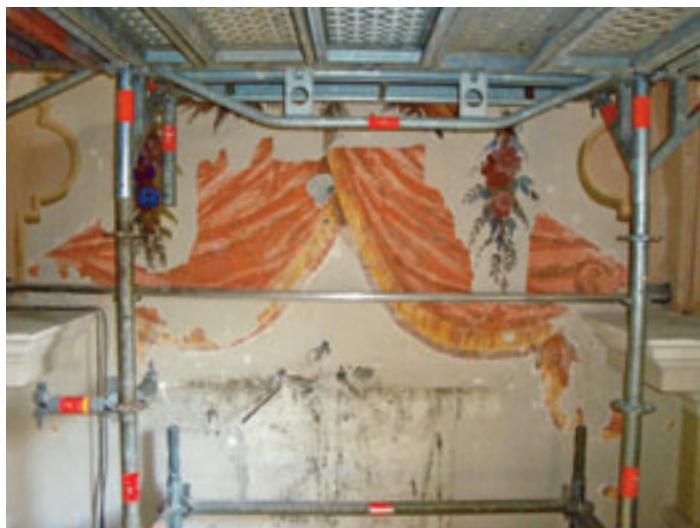
Un document conservé aux archives communales nous éclaire en partie à ce sujet. Il concerne des travaux commandés à Jean Delpont, artiste installé à Bourg-Saint-Maurice, en juillet 1847. Il lui est demandé de faire « *les croix de Consécration de l'église aux places convenables sur un fond bleu et rouge foncé avec des épaisseurs et ombres et une corniche autour* » ; deux de ces motifs ont en effet été dégagés en 2014. Mais également, de « *repasser dans une couleur convenable toutes les figures placées en relief aux voûtes de l'Eglise, tous les emblemes et toutes les fleurs qui y sont maintenant, au dôme la couleur sera bleue avec un transparent en jaune* ». S'agit-il de refaire la polychromie présente ou de la recouvrir « *d'une couleur convenable* » c'est-à-dire d'une couche de chaux blanche telle qu'elle est parvenue jusqu'à nous ? Il semble plutôt que ce soit la première hypothèse. Les restaurateurs ont en effet découvert à plusieurs endroits des traces d'une polychromie plus ancienne, notamment sur les carnations des visages et la chevelure, mais si lacunaire, qu'il a été convenu de s'arrêter au stade antérieur, en meilleur état de conservation et donc, à la lumière de l'archive précitée, au travail de reprise fait par Delpont en 1847.

Le décor du dôme présent jusqu'à son dégage- ment réalisé en 2016 était bien tel que décrit dans cette commande. La surprise a été en effet de découvrir un magnifique soleil au visage joufflu se déployant dans un ciel bleu. Tout autour, un motif de frise végétale dont on devine les contours, et peut-être plus ancien encore, n'a pu être restitué. Par rapport à la datation de l'application de la couche de chaux blanche, la découverte d'une polychromie parfois très vive a permis d'émettre l'hypothèse suivante : celui du parti pris des Frères Artari de mettre en avant le nouveau décor qui leur a été commandé et qu'ils ont exécuté, à savoir le décor peint de l'intégralité des voûtes. En 1871, les Frères Artari sont à l'apogée de leur art. On peut penser qu'ils ont choisi de recouvrir, ou de cacher c'est selon, les motifs en stuc afin que rien ne vienne gêner la contemplation de leur œuvre. Celle-ci est en effet réalisée dans une palette aux teintes plus douces et plus variées par rapport aux couleurs primaires qui ont pu être dégagées sur le décor primitif, où le vert et le rouge dominant. Reste à définir quand la couche disgracieuse de bronzine a été appliquée pour les visages des anges ailés. Nous pensons que cela s'est fait plus récemment, lors de la restauration des années soixante.

Les motifs mis à jour offrent une nouvelle perspec- tive pour cette église. S'il est plus courant de trouver des petites couronnes végétales ou des blasons pour une période plus ancienne, il est en revanche plus rare de trouver des représentations de personnage en pied, voire une Cène, comme on peut le constater sur la voûte centrale des tribunes. À présent, ces motifs attirent notre regard et notre curiosité. Aussi si nous comprenons aisément qu'une Pietà soit représentée sur la voûte dominant le retable du Rosaire, il est moins évident de comprendre pourquoi sainte Catherine d'Alexandrie est présente au-dessus du retable du Sacré-Cœur. C'est en fait parce que celui-ci avait changé de vocable au milieu du XIX^e siècle alors qu'il était à l'origine dédié à sainte Catherine et à saint Antoine.

Les motifs polychromes du dôme du chœur de l'église d'Hauteville-Gondon en cours de dégage- ment.





Décor de draperie en trompe-l'œil en cours de dégagement, à l'emplacement du retable du Rosaire.



Décor de draperie, retable de la chapelle de Picolard, commune de Les Chapelles.

Le décor du retable du Rosaire

Autre surprise encore, celle de la découverte du décor présent derrière le retable du Rosaire et le surplombant. Celui-ci porte la date 1715 dans un cartouche.

Les recherches faites dans les archives en amont du chantier de restauration n'avaient pas permis d'en retrouver une mention. Pourtant, à la relecture de celles-ci suite à la découverte qui a été faite, il semble qu'un document y fasse bien référence. Il s'agit d'une note de travaux confiés toujours au dit Jean Delpont en 1846 qui demande notamment « la réparation des tombeaux et les draperies sur les murs qui couronnent les deux autels de saint Antoine et de la sainte Vierge. ». Par contre nous ne savons pas avec certitude la date de sa réalisation : a-t-il été réalisé en même temps que le retable ? Nous pouvons noter une certaine similitude dans l'exécution du drapé présent dans la niche centrale du retable. Le fait est que toute trouvaille potentielle de décor ancien sur les murs semblait anéantie.



Tête d'ange « bronzinée » en cours de dégagement. La polychromie du stuc réapparaît.

En effet, les enduits intérieurs en soubassement ont été « piqués jusqu'au vif » selon les termes de l'architecte Borrel en 1870, et plus récemment dans les années soixante lors d'une autre restauration. Et pourtant, là encore, une polychromie rouge est apparue autour de l'emplacement du trou de fixation de la partie sommitale du retable. Celui-ci a en effet été complètement démonté dans le cadre des travaux de gros œuvre. Des petites fenêtres de sondage ont alors été pratiquées pour se rendre compte de l'étendue de ce décor, ou du moins de ses vestiges. Ce qui a paru intéressant au départ, à savoir, faire des photos à titre documentaire avant de pouvoir refaire le badigeon prévu pour l'ensemble des murs de l'église, s'est révélé insatisfaisant : les contours d'un beau drapé symétrique formant un baldaquin en trompe l'œil coiffant le retable sont apparus peu à peu. Mais que faire de ce nouveau décor ? Témoignant d'une certaine facture, il est souhaitable de le conserver en concomitance avec la frise géométrique exécutée par les Frères Artari au XIX^e siècle qui couronne ce motif, mais en masquant en revanche le décor de guirlandes de fleurs qu'ils ont sans doute également réalisé puisque celui-ci est à présent escamoté. Il est à noter que le décor du rideau ne peut être restitué en entier. En effet, le bas du drapé de part et d'autre, devait descendre plus bas que ce qui a pu être mis à jour du fait des piquages antérieurs du mur.

À l'opposé du retable du Rosaire, le haut du mur sur lequel est adossé le retable du Sacré-Cœur n'a pas révélé le même intérêt. Là, des traces très lacunaires d'une polychromie dues à des reprises plus conséquentes des enduits, n'ont pas permis de retrouver les contours d'un motif.

Ce type de décor n'est pas rare pour cette époque ni pour notre territoire. On peut observer un exemplaire assez similaire dans la chapelle de Picolard sur la commune de Les Chapelles, ou de plus élaborés en l'église de Peisey-Nancroix et à la chapelle de Notre-Dame-des-Vernettes, ou plus éloigné d'Hauteville-Gondon, dans certaines églises baroques de Maurienne (Saint-Alban-des-Hurtières, Avrieux, Sollières). Il reste que sa découverte est une bonne surprise, et que son état de conservation est satisfaisant. De fines retouches colorées et la pose d'un fixatif protecteur finiront de lui rendre tout son éclat.

Souscription

Une souscription en partenariat avec la Fondation du Patrimoine est en cours. Vous trouverez les informations à l'adresse suivante : www.fondation-patrimoine.org/fr/rhone-alpes-22/tous-les-projets-1023/detail-eglise-saint-martin-de-tours-43790

Ces différentes découvertes, sondages et mises à jour, permettent de se représenter le décor original de l'église composé de motifs polychromes en stuc avec des couleurs vives que l'on retrouve sur le retable majeur et le retable du Rosaire tandis que les voûtes étaient peintes d'une couleur unie selon les sondages effectués. Tous les mystères quant à la datation du décor ne sont pas complètement éclaircis. Le parti pris de restauration est de faire cohabiter le décor de la fin du XVII^e – début XVIII^e siècle avec celui du XIX^e siècle permettant ainsi d'admirer le travail accompli par des artistes à deux époques clés dans l'histoire de l'art de notre région ou du moins de cette église. Il s'agit d'une version inédite, et ce chantier n'est pas terminé puisqu'il reste à remonter les retables dont le décor de l'un d'eux est en cours de dégagement, ce que nous vous invitons à venir découvrir à la fin des travaux.

Pascale Vidonne

de l'orientation à la consultation

les archives départementales en mode « atelier »



ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES

L'entrée du bâtiment des Archives départementales de la Savoie, quai de la Rize à Chambéry.



Au début de l'année 2014, les élus départementaux ont validé le Projet scientifique, culturel et éducatif des Archives départementales pour les années 2014-2017. L'un des axes majeurs de ce projet est de répondre aux attentes des publics.

Une première phase a été finalisée en 2014 et mise en disponibilité publique au tout début de l'année 2015 : il s'agissait de la nouvelle interface d'interrogation des instruments de recherche dans les archives. Cette réponse aux attentes du public, d'ordre technique, était un premier pas mais n'était pas une fin en soi. L'équipe des Archives départementales sentait bien que la question et sa ou ses réponses étaient plus complexes.

La première étape du projet était de savoir qui vient aux archives et pourquoi. Un public ? Des publics ? Il existe certes des études nationales sur le public des archives mais cette vision générale se retrouvait-elle en Savoie ? Les Archives de la Savoie se démarquent en effet dans le paysage archivistique national par l'abondance des ressources qu'elles proposent sur leur site internet : la totalité des instruments de recherche et de nombreuses images numériques des documents. Nous avons donc étudié les demandes qui nous

parvenaient, tant en salle de lecture que par courrier papier ou de plus en plus électronique. Au début des années 1970, les archivistes ont constaté que le lectorat des archives se répartit entre les généalogistes, les chercheurs, principalement historiens, dont les étudiants et enfin des citoyens ayant besoin de prouver un droit. Mais cette répartition est-elle encore d'actualité ? C'est sur ce schéma de base que l'organisation de la salle de lecture des Archives de la Savoie a été élaborée au début des années 1990. Vingt ans après, qu'en reste-t-il ? Aujourd'hui, la majorité des documents recherchés par les généalogistes sont accessibles sur internet. Les cursus universitaires ont été profondément révisés pour ne laisser que des recherches courtes et des bancs de fac d'histoire clairsemés. L'administration numérique s'est développée, de nombreuses données se trouvent en version électronique. En 2016, qui vient donc consulter des documents d'archives ou demander des renseignements pour trouver des documents ? Le sujet méritait une étude de notre part.

Nous avons observé la répartition chronologique de la fréquentation de la salle de lecture. Les Archives de la Savoie se démarquent là encore de nombreux services d'archives : l'amplitude horaire de 8h30 à 17h30 est peu fréquente. Est-elle encore pertinente ? À certaines heures, la salle de lecture s'avère en effet bien vide. Un patient travail de comptage des présences au fil des heures de la journée a été effectué par les présidents de salle. Nous avons analysé la nature des demandes qui nous sont présentées et les motifs pour lesquels des gens nous sollicitent. Comment classer les demandes pour préparer des réponses efficaces ? Mais en même temps, comment ne pas tout mettre en petite boîte toute prête et conserver le sens et l'intérêt de la relation avec le public ?

Nous nous sommes également penchés sur les commentaires que certains lecteurs nous ont transmis sur le fonctionnement de notre vaste salle de lecture. Le citoyen inquiet et perdu face à une question d'ordre administrative et juridique que nous avons accompagné avec attention et qui nous



Salle de lecture
des Archives départementales.

remercie, soulagé de s'en être sorti. Le chercheur qui a pu comprendre le fonctionnement d'un fonds et trouver des documents qu'il ne soupçonnait pas. Ou a contrario, le chercheur qui souhaitait se concentrer sur les documents qu'il avait trouvés et qui s'est trouvé perturbé par la conversation du président de salle, qui accompagnait un autre lecteur. Comment se faire entendre de l'un mais pas de l'autre... l'équation est complexe dans un lieu unique.

Ces questions ont scandé notre année 2015 et surtout 2016. S'y sont ajoutées la perspective d'une reconfiguration d'effectifs du service et la préparation de la mise en place d'une nouvelle application de gestion des archives dans le domaine de la communication des documents notamment. C'est dans l'optique d'un projet de service que nous avons réfléchi, en particulier au cours d'ateliers participatifs qui ont fait ressortir l'attachement de tous au service public et à la relation directe avec le public. Les constats ont été sans appel.

En premier lieu, la composition du public de notre salle de lecture se répartit entre quelques généalogistes surtout professionnels, des chercheurs déjà au fait de nos fonds par la consultation du site internet et qui demandent un accompagnement plus pointu, et surtout l'importance en nombre des citoyens en recherche administrative. Les professionnels – généalogistes, notaires... – se tournent également de plus en plus vers les archives départementales du fait de la fermeture

de services de l'État et du versement consécutif des documents qu'ils géraient précédemment. Les archives départementales sont vues comme un lieu de mémoire administrative, au-delà de leur traditionnelle fonction historique.

La fréquentation de la salle de lecture ne correspond plus aux horaires proposés actuellement. Les lecteurs viennent pour des durées plus courtes qu'auparavant, prennent de nombreux clichés des documents pour traiter les informations chez eux, anticipent souvent leur venue en nous contactant par mail au préalable et concentrent leurs demandes de renseignements.

Le site internet est un outil très riche mais qui demande une médiation pour de nombreux lecteurs. Les demandes d'explications sur l'utilisation des formulaires de recherche ou sur le contenu de certains fonds sont nombreuses. Il n'est pas des plus efficace de répondre individuellement à des demandes similaires. D'autres modes de communication peuvent alors être envisagés.

À partir de ces différents constats, les Archives de la Savoie ont élaboré une nouvelle organisation de l'accueil du public.

Le socle de cette nouvelle organisation est la césure de l'actuelle salle de lecture en deux espaces aux fonctions et au fonctionnement distincts. Le premier espace est dédié à l'accueil et au renseignement. C'est *l'espace de la parole*. Il y sera pratiqué l'inscription des lecteurs, l'accompagnement dans la commande des documents, l'orien-

tation des lecteurs dans les instruments de recherche et les fonds. Conçu comme un espace convivial, il permettra un échange entre l'agent des Archives départementales et le lecteur dans une optique participative. Le second espace est dédié à la consultation des documents originaux. C'est *l'espace de l'écrit*. Là, le silence sera de rigueur. Les horaires de ces deux espaces seront légèrement différents : le lecteur a besoin de temps long et ininterrompu dans sa consultation des documents ; les demandes de renseignement s'accommodent de temps plus courts. La consultation sera possible de 9h à 17h et le renseignement de 9h à 12h et de 14h à 16h30.

En complément de ces espaces qui fonctionneront de manière régulière, les Archives de la Savoie proposeront des ateliers spécialisés. Ces séances s'apparenteront à des conférences sur une source ou un fonds mais sur le mode participatif. Il ne s'agira pas de répondre à des questions individuelles mais de mettre en commun des connaissances sur la base transmise par les archivistes qui connaissent le sujet.

Le site Internet reste une porte d'entrée fondamentale pour la consultation des documents. Il est parallèlement retravaillé pour une meilleure accessibilité des fonds.

Le nouveau schéma de fonctionnement de l'accueil du public aux Archives départementales de la Savoie est posé. Il sera opérationnel à partir du mois de février 2017 lorsque nous disposerons de la nouvelle application de gestion des documents qui permettra aux lecteurs de commander directement ses cotes et de réserver en ligne sur le site internet. À suivre !

Sylvie Claus

L'espace de consultation des documents.



« Aix côté Montagne » : histoire du Revard

exposition



ARCHIVES
MUNICIPALES

La cité thermale d'Aix-les-Bains se positionne entre le Lac du Bourget et la montagne du Revard : deux écrans naturels, atouts touristiques majeurs, que les acteurs locaux ont eu à cœur d'exploiter dès la fin du XIX^e siècle, afin d'accroître la clientèle de villégiature.

Après les bords du lac en 2015, les Archives municipales et l'Inventaire du patrimoine d'Aix-les-Bains, associés à l'Inventaire général du patrimoine de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, se sont intéressés en 2016 au « côté montagne » de la villégiature aixoise à travers une exposition et un catalogue édité par la Société d'Art et d'Histoire d'Aix-les-Bains.

Aux origines du Revard

Le Revard est une création aixoise. Jusqu'à la Révolution, les alpages, appelés les *Fermes du Revard*, bien que situés sur les communes de Mouxy et des Déserts, sont la propriété des marquis d'Aix. C'est pour la clientèle en villégiature dans la station thermale que le Club alpin français, sous la houlette d'Adolphe Joanne, l'un de ses fondateurs et fidèle

client de la station, aidé par Victor Barbier, président de la section locale, s'attelle à rendre la montagne accessible par un chemin muletier dès 1876 et par l'édification d'un refuge en 1888.

Depuis les années 1870, la clientèle anglaise porte un intérêt croissant au charme et à l'air pur de la montagne et abrège son séjour aixois pour se rendre en Suisse, dans les hautes vallées de l'Engadine, afin de bénéficier de cures d'air, avant de rentrer dans la grisaille londonienne.

En réaction, dans les milieux d'affaires et politiques aixois, naît la proposition de création d'une station d'altitude au-dessus de la ville thermale. Cette idée se concrétise à travers la création de la *Société d'étude du Grand Revard*. Dès lors, le docteur Jean Monard, fervent partisan de la climatologie médicale, émule du professeur Jaccoud de la faculté de médecine de Paris, mène une campagne de « lobbying » très active, au travers de nombreuses publications spécialisées, pour créer une « vallée climatique Aix Revard ». Son idée : créer un étagement des soins entre lac et montagne en fonction des pathologies.

Pour monter au Revard, il fallait un moyen de locomotion commode et rapide. En s'appuyant sur l'expérience suisse du Righgi, la création d'un chemin de fer à crémaillère est envisagée et les Aixois recherchent des investisseurs. La concession de la crémaillère est adjugée à une société d'actionnaires suisses déjà présents dans les tramways de Genève. Ceux-ci, outre le chemin de fer inauguré en 1892, font l'achat d'un ensemble d'alpages et de forêts, terrains d'assises d'un grand domaine privé où ils édifient la gare d'arrivée du chemin de fer, mais aussi un hôtel, un restaurant, un observatoire, un golf, un tir aux pigeons. Il n'est plus question de station climatique mais bien d'une station mondaine, complémentaire de la ville de villégiature thermale aixoise. Dès 1908, le Revard devient la première station hivernale française créée ex-nihilo. Après que des amateurs ont démontré l'intérêt du ski, ce sport d'origine nordique, la société propriétaire équipe son chemin de fer d'un chasse-neige pour monter la clientèle jusqu'aux sommets enneigés. Le domaine se dote d'un club des sports d'hiver où elle invite Pers Hansen, champion de ski norvégien, afin de donner des leçons de ski à ces nouveaux adeptes. Les années qui précèdent la Grande Guerre sont, pour le Revard, celles de la renommée internationale ; un temps, l'hôtel est tenu par le célèbre Ritz. La clientèle mondaine se précipite, accompagnée

Le restaurant et sa terrasse ; au loin, les deux hôtels. Photo avant 1897.
AC Aix-les-Bains.



des jeunes sportifs aixois, autant en été pour des balades à la journée qu'en hiver pour des séjours sportifs.

En 1923, les actionnaires suisses vendent le domaine à une filiale de la Compagnie de chemin de fer PLM (Paris-Lyon-Méditerranée) qui entreprend une rénovation complète des équipements. L'hôtel est agrandi ; on construit une patinoire et en parallèle, le club des sports d'hiver, grâce au célèbre docteur Hallberg, introduit une nouvelle méthode de ski, dite autrichienne, ancêtre de notre pratique actuelle. L'école de ski qu'il crée au Revard, implantée dès l'année suivante à Val d'Isère, est à l'origine de l'ESF (École de ski français) ; son premier élève fut Roger Frison-Roche. C'est aussi l'époque où le téléphérique, élément de modernité, remplace la vieillissante crémaillère en 1935 [voir *La Rubrique des patrimoines de Savoie* n° 35, juillet 2015, p. 12-13].

En 1936, la filiale de la C^e PLM, la *Société touristique et hôtelière* (SHT), met en service la première remontée mécanique du Revard, permettant désormais de skier dans la pente. Une révolution dans la pratique du ski est en marche : mais au lendemain de la seconde guerre mondiale, le ski ne se conçoit plus que sur fortes pentes, absentes du domaine du Revard.

Renouveau et nouvelles orientations après 1950

Alors que la SHT-PLM souhaite vendre la station, Gaston Mollex, conseiller général, commande en 1952 à l'architecte-urbaniste de Courchevel, Laurent Chappis, une étude d'aménagement du plateau Revard-Féclaz. Après une reconnaissance de terrain, Chappis propose la création d'un *centre international de tourisme d'été*, adoptant la physionomie d'une ville d'altitude dotée d'infrastructures administratives, sportives et culturelles, qu'il positionne comme l'alter ego estival de Courchevel. Cette étude donne lieu, après la vente morcelée du domaine en avril 1953, à la création du *lotissement A*, initiative de la Société immobilière (STIR). Celle-ci, fondée par l'industriel et conseiller municipal aixois Paul Chemin, est désormais le principal propriétaire foncier de la station. Ce lotissement comprend la zone bâtie de la station et donne naissance à trois boucles de voirie destinées à des occupations résidentielles et hôtelières. Pour lancer l'opération, la STIR commande la construction de cinq chalets greniers dessinés par Chappis et

Chalet, modèle Intimité, dessiné par Laurent Chappis, construit en 1956.



implantés dans la boucle de l'Angle Est. Malgré une importante campagne publicitaire, la commercialisation et la construction des lots progressent très lentement et attirent une clientèle plus modeste que celle qui était visée. L'installation de colonies de vacances par les villes de Pantin en 1957 et de Puteaux en 1958 comme le fait que les chalets individuels qui peuplent les boucles aient été majoritairement édifiés par des constructeurs et non par des architectes traduisent bien ce décalage.

À la fin des années 1970, les autorités publiques envisagent de nouvelles orientations, radicalement différentes de celles préconisées dans les années 1950. Les nombreuses critiques du plan neige et des stations de 3^e génération, villes hivernales créées pour la pratique exclusive du ski alpin, aboutissent à une nouvelle approche de l'aménagement de la montagne marquée par la Directive montagne de 1977. Plusieurs études sur les potentialités de développement du Revard préconisent, en s'appuyant sur le constat de l'échec du projet des années 1950 et sur celui de la faiblesse des moyens des autorités publiques, un développement autour du « patrimoine existant ». Ainsi, l'aménagement du Revard, désormais considéré comme un site de loisirs urbains pour les bassins aixois, chambérien et annécien, doit privilégier la préservation de son cadre dit « naturel » et favoriser le développement des sports d'hiver et du ski de fond. Cette discipline, encouragée depuis les années 1960 par l'État, s'est implantée sur le plateau et connaît un succès croissant depuis l'organisation des 60^{es} championnats de France en 1973. Fidèle à ces nouvelles orientations et conformément à la loi Montagne de 1985, le Plan d'occupation des sols, approuvé en 1986, limite les possibilités de construction à la zone déjà bâtie. La *place de la Crémaillère* adopte son allure actuelle entre 1986 et 1990 avec la construction de trois immeubles et d'un centre administratif. Dans le même temps, la construction de *La Revardière* marque l'édification des deux premiers immeubles de la station. Ainsi, l'histoire du Revard témoigne bien de l'évolution de l'aménagement de la montagne. Le site, aux qualités paysagères indéniables, présente un intérêt patrimonial puisque l'ensemble de son bâti, édifié depuis la fin du XIX^e et tout au long du XX^e siècle, a été préservé.

L'exposition

Axée sur l'histoire de la station du Revard et de ses aménagements du point de vue de l'urbanisme, de l'architecture et du développement touristique, l'exposition s'ouvre aussi sur l'histoire de l'exploitation agropastorale du site et sur l'évolution des pratiques du ski. Après une introduction et des plans de situation, elle s'articule autour de cinq thèmes signalés par des panneaux introductifs reprenant le visuel et les couleurs des panneaux de pistes de ski alpin :

1. Le Revard, montagne agropastorale
2. Le Revard, montagne climatique
3. Rail, câble, route : accéder au Revard
4. La construction du Revard
5. Équipements sportifs et touristiques

Elle est composée d'une trentaine de bâches grand format répartie entre trois ensembles de structures en tubes métalliques dont une occupe le centre



La station en 2014 : la place de la Crémaillère et les immeubles La Revardière, à droite.

de la pièce. Ces structures supportent des plateaux en lames de volet en sapin renvoyant immédiatement à l'imaginaire des architectures de montagnes. Ces plateaux, installés à des hauteurs différentes afin d'apporter visuellement un peu de « relief », sont utilisés pour présenter en sous-verre des documents anciens (plans, brochures et affichettes touristiques...) et des écrans qui diffusent des films anciens.

La composition graphique accorde une large place aux illustrations anciennes et aux photographies contemporaines. Tirée en grande partie des collections des Archives municipales, l'iconographie a été enrichie par l'apport de fonds publics (Archives et Conservation départementale de Savoie, Musée Savoisien) et de fonds privés (Archives de l'entreprise Léon Grosse, collections particulières d'Éric Surrel et de François Fouger). Le photographe de l'Inventaire du patrimoine d'Aix-les-Bains a mené plusieurs campagnes en hiver et en été au Revard. L'exposition a, en outre, bénéficié du travail mené dans le Parc naturel régional du massif des Bauges par les photographes de l'Inventaire général.

À côté des textes, de nombreux plans de localisation et de synthèse ainsi qu'une grande maquette du Revard offrent une alternative intéressante à l'écrit. La maquette reproduit au 1/2500 une bande de la montagne depuis Les Corbières à Pugnny (650 m) jusqu'à la station du Revard (1550 m). Elle présente les bâtiments et les équipements présents sur le site en 1935-1936, période où coexistent encore l'ancien chemin de fer à crémaillère (1892) et le tout nouveau téléphérique (1935). L'époque choisie correspond aux « belles heures » de la station PLM. Le cartographe de l'Inventaire général a produit quatre cartes pour l'exposition. Ainsi, celle des boucles résidentielles du lotissement A (conçues par l'architecte-urbaniste Laurent Chappis et où sont construits des chalets individuels à partir des années 1960) fait apparaître à la fois les

périodes de construction et les grandes typologies de chalets construits. Elle s'appuie sur les données fournies par Jean-Pierre Petit, habitant et passionné du Revard.

Enfin, quelques objets comme une grande luge en bois ou des patins à glace du début du XX^e siècle complètent la présentation. Le visiteur peut aussi rencontrer un mannequin revêtu d'un habit de skieur des années 1930 portant une paire de ski de la marque Revol-Neveu (prêts de Laurent Demouzon), identique à celle que la Ville d'Aix-les-Bains acheta afin d'équiper et de préparer quelques jeunes aixois au concours international organisé durant l'hiver 1909.

Quatre visites guidées ont été programmées par le service Ville d'art et d'histoire dans l'exposition et au Revard. Des animations pédagogiques encadrées conjointement par les Archives municipales et le Secteur jeunesse de la bibliothèque Lamartine ont permis à six classes de CM1 et CM2 de la ville de découvrir de façon ludique cette exposition. Enfin, quatre conférences ont été intégrées dans le cycle de la SAHA.

Elsa Belle, Philippe Gras et Joël Lagrange

Infos pratiques

- L'exposition *Aix côté Montagne* a été présentée durant trois mois (1^{er} août-29 octobre 2016) aux Archives municipales d'Aix-les-Bains. Elle sera à nouveau présentée au public, dans une nouvelle configuration, cet hiver, au Revard (Musée du fixé sous verre, ancien Grand Hôtel du Revard, 30/12/2016-02/04/2017).
- Dossiers d'inventaire du Revard consultables sur patrimoine.rhonalpes.fr

à l'usage des baigneurs

histoire de la station thermale de La Léchère

« Dans les premiers jours du mois de mai 1859, le nommé Martinet, de La Léchère, se trouvant, par un temps calme et serein, vers quatre heures du soir, à environ soixante mètres de la rive gauche de l'Isère, entendit sous ses pieds un bruit semblable à celui qui serait produit par une cascade ou une avalanche. Ce bruit dura environ un quart d'heure. Le même jour, à neuf heures du soir, un double effondrement se produisit, à la même minute, avec un bruit pareil à celui du tonnerre, sur la rive gauche et sur la rive droite de l'Isère, donnant naissance à deux étangs d'eau tiède ».



INVENTAIRE DU PATRIMOINE

L'Hôtel des Bains et l'étang à la Belle Époque.



Voici le récit quasi miraculeux donné par le *Petit guide à l'usage des baigneurs*¹ sur l'origine des sources thermales de La Léchère. Si étrange soit-elle, l'apparition de ces deux étangs aurait pu passer inaperçue si la température de leurs eaux n'avait pas été si élevée². Plus étrange encore, si l'étang de la rive droite va rapidement perdre sa chaleur, celui de la rive gauche, conserve au fil du temps une température proche de 60 degrés. À la différence de ses vieilles consœurs d'Aix ou de Brides dont l'existence remonte à l'Antiquité, cette arrivée inopinée à la fin du XIX^e siècle, fait de la future station thermale de La Léchère la plus jeune du département. Toutefois, il faudra encore attendre 18 ans pour que la qualité de ses eaux soit véritablement reconnue.

En 1888, Jean Louis Rullier, notaire à Albertville, acquiert le site et les terrains alentour. Il fait forer un puits pour analyser l'eau. Les scientifiques constatent qu'elle possède des propriétés thérapeutiques très efficaces contre les rhumatismes, les maladies de la peau, du système nerveux et des voies urinaires. En 1890, un petit établissement thermal est construit. Dirigé par M. Rullier lui-même, il permet de donner des bains et des douches aux premiers curistes. Un Hôtel des Bains de 12 chambres est édifié au bord de l'étang.

En 1901, une société est constituée pour exploiter les eaux du point de vue thérapeutique mais aussi agricole. Le projet prévoit d'utiliser l'eau naturellement chaude pour les besoins d'une forçerie de légumes, d'arbres fruitiers et de fleurs. Cette exploi-

tation de 12 serres de 650 mètres carrés alimentées par des kilomètres de tuyaux, est un modèle du genre pour l'époque car les forceries « classiques » sont très coûteuses en charbon. Cette première expérience en géothermie aboutira à l'utilisation actuelle de la source pour chauffer les bâtiments thermaux.

Les débuts prometteurs de La Léchère sont brusquement interrompus en 1914 mais son épopée est loin de s'arrêter là.

À la fin de la Grande guerre, la propriété est rachetée par M. Hudry, avocat à Genève et M. Collonge, directeur des Écoles Berlitz à Paris. Ils rouvrent une partie de la forçerie, les thermes et l'hôtel qui n'est désormais plus assez grand pour recevoir les curistes.





Vue actuelle du bâtiment des bains construit en 1927, appelé les *Thermes blancs*. L'aile sud a été ajoutée vers 1950.



Le hall des thermes et son décor de style néo-mauresque avant sa modernisation.

En 1925, le domaine est acheté par Esther Stern. Cette docteur ès sciences, fait recapter la source et effectuer des travaux pour agrandir l'Hôtel des Bains portant sa capacité à 30 chambres avec tout le confort moderne. Deux ans plus tard, le bâtiment thermal est détruit et remplacé par un nouveau de style néo-mauresque. Cet édifice d'une blancheur éclatante, comporte un pavillon orné de colonnettes et surmonté d'une fine tour crénelée aux allures de minaret. Il est prolongé au nord par un long bâtiment percé de fenêtres ogivales. À l'intérieur, mosaïques, niches et colonnes complètent cette ambiance de bains orientaux.

Les délibérations de cette époque montrent que le Conseil général de la Savoie est très favorable à l'essor de la station. Il encourage les maires de Notre-Dame-de-Briançon et de Bellecombe à bien entretenir leurs routes d'autant que des usines

importantes sont en train de se développer dans le secteur. La présence d'une station thermale dans ce tissu industriel très dense est une particularité de La Léchère qui n'est pas sans poser des problèmes³.

« LA JOIE DE VIVRE, Vous l'éprouverez en passant une saison à La Léchère-les-Bains » proclament les publicités des journaux de 1930 alors que la station est en pleine expansion. Madame Stern vient d'obtenir l'autorisation de capter une nouvelle source appelée *Radiana*. Un magnifique hôtel du même nom est inauguré quelque temps plus tard. Lors du déjeuner donné à cette occasion, Antoine Borrel, ancien ministre et sénateur de la Savoie, félicite la direction et se déclare heureux de voir « un nouveau joyau orner la couronne des beautés savoyardes »⁴. Le journal *Paris-Soir* du 14 mai 1932 publie même une photographie accompagnée de la légende « Voici un argument contre la pseudo-crise du thermalisme en France. Notre cliché montre l'hôtel Radiana, le dernier construit au cœur des Alpes pour les hôtes de La Léchère-les-Bains ». En 1939, Madame Stern sollicite l'autorisation d'exploiter une nouvelle source baptisée *Euphorie*. Ce nom charmant n'augure pourtant pas la période sombre qui va suivre. Dans le contexte antisémite mené par le gouvernement de Vichy, des lettres calomnieuses adressées à la Préfecture de la Savoie dénoncent l'établissement⁵. Madame Stern est arrêtée et ses biens sont confisqués⁶. Après la guerre, la propriété lui est restituée et elle entreprend la captation de nouvelles sources et des campagnes de travaux d'agrandissement et de rénovation.

Plus de 120 ans après sa création, la station de La Léchère est toujours en activité. Le bâtiment néo-mauresque agrandi dans les années 1950, a été équipé de cabines de soins modernes. Une autre extension contemporaine appelée les *Thermes bleus* a été ajoutée à la fin des années 1980. L'Hôtel des Bains a été détruit en 1990 mais la majestueuse silhouette du Radiana domine toujours la station. Niché dans un jardin, au centre de cette petite ville effervescente pendant la période de cure, se trouve toujours le petit étang d'origine dont la vue des eaux paisibles nous replonge aux sources de ce patrimoine thermal remarquable.

Clara Bérelle

[à gauche] Le premier établissement thermal avec la forcerie au premier plan. On y cultivait notamment du lilas, des tomates et des fraises.

L'hôtel Radiana aujourd'hui.

Notes

1. Rullier Jean-Louis, *Petit guide à l'usage des baigneurs de La Léchère-les-Bains en Tarentaise (Savoie) : historique des sources hyperthermales*, Moutiers, impr. de E. Garnet, 1892.

2. Des effondrements de terrain liés à la corrosion des roches ont produit ces deux excavations. Elles se sont remplies d'une eau qui s'était infiltrée profondément dans la terre il y a plusieurs milliers d'années. Au cours de leur long parcours souterrain, elles se sont chargées en minéraux et ont acquis une température élevée.

3. Bouvier Yves, « Dualité territoriale : Notre-Dame-de-Briançon entre industrie, thermalisme et environnement », dans *Entreprises, territoires, consommations : Hommages à Jean-Claude Daumas*, Besançon / Belfort, PUFC/ UTBM, 2016 (à paraître).

4. *Le Figaro*, 27 juillet 1931.

5. Archives départementales de la Savoie, 1382W199 – Cabinet du Préfet – seconde guerre mondiale, 1942-1944.

6. *Journal officiel de la République française*. Lois et décrets, 15 septembre 1942.

Aquacalida, la grande aventure des eaux de La Léchère

Installé en rive droite de l'Isère, non loin de la station, *Aquacalida* est un espace d'exposition créé par la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche (CCVA), avec le soutien de l'Europe. À travers des panneaux d'exposition et des supports multimédias, il raconte les origines des eaux de La Léchère et l'histoire des thermes et explique le rôle de la médecine thermique et le principe la géothermie.

Pour plus de renseignements
www.aquacalida.fr



partage des lointains

16^{es} Rencontres littéraires en Pays de Savoie dans la ville de Chamonix-Mont-Blanc et sur ses hauteurs majestueuses

Lecture de *La condition magique* par Hubert Haddad.



LITTÉRATURE & PATRIMOINE

Depuis 2001, la Fondation Facim organise un rendez-vous annuel associant littérature et patrimoines. Cette manifestation littéraire met à l'honneur des écrivains reconnus et émergents dans des sites exceptionnels des deux Savoie. Afin de placer la littérature au cœur des paysages, de l'actualité et du monde, la programmation s'est orientée vers des écrivains de langue française venus du monde entier. Après l'abbaye d'Hautecombe, c'est Chamonix-Mont-Blanc qui a reçu, comme en 2014, la 16^e édition des *Rencontres littéraires*.

Les perturbations climatiques, peut-être en résonance à l'inédit *Géographie des nuages* de l'invité d'honneur Hubert Haddad¹, ont façonné cette journée dédiée à la littérature et aux paysages.

[à droite] En altitude, Catherine Pont-Humbert lisant *Popa Singer* de René Depestre.



Affiche des 16^{es} Rencontres littéraires de la Fondation Facim. Graphisme Fanette Mellier.

Le 2 juillet 2016 se sont déroulées les 16^{es} Rencontres littéraires en pays de Savoie sur les hauteurs de Planpraz et dans la « capitale » historique de l'alpinisme et des sports d'hiver : Chamonix-Mont-Blanc. Cette ville vouée depuis le début du XX^e siècle au tourisme aristocratique de luxe reste encore profondément marquée dans son urbanisme par l'édification à la Belle Époque de bâtiments d'exception, les palaces. Les 16^{es} Rencontres littéraires ont bénéficié de deux de ces lieux patrimoniaux emblématiques : la salle du bicentenaire de l'ancien Chamonix Palace pour la table ronde et une somptueuse salle du Majestic pour le concert de clôture.

Ainsi, l'édition 2016 a réuni quatre écrivains francophones autour du Partage des lointains, illustrant la diversité des sources d'inspiration en langue française et la richesse des écritures contemporaines. La météo capricieuse, le paysage, « *personnage principal de la journée auquel les mots ont fait écho* » comme l'a si justement souligné Hubert Haddad

et l'atmosphère des palaces ont généré un climat propice à la contemplation et la réflexion.

Après une forte averse entraînant pendant 20 minutes l'arrêt des télécabines devant monter auteurs et marcheurs-lecteurs à 2000 m d'altitude sur les hauteurs de Planpraz, la traditionnelle promenade inaugurale s'est ouverte « à plusieurs mètres au-dessus du niveau zéro de la vie² » selon les mots du poète et romancier haïtien René Depestre, présent par la voix de Catherine Pont-Humbert, conseillère littéraire de la Fondation. Puis le vent et la pluie en ont décidé autrement, acheminant vers une salle hors sac vécue comme un véritable asile, le public et les auteurs malmenés mais toujours avides de mots résonnant avec le tumulte des éléments dans les paysages de brumes laissant par intermittence apparaître les imposants sommets.

Se sont alors succédé au lutrin improvisé Mohamed Mbougar Sarr, auteur sénégalais accueilli en résidence par la Fondation Facim au printemps, nous



Lecture de Jean-Luc Parant à Notre-Dame de la Vie, 6 mars 2016.

[ci-contre] Échanges avec le public lors des 16^{es} Rencontres littéraires à Chamonix.

Tout en haut les yeux

Du 7 novembre 2015 au 7 mars 2016, le Musée des Beaux-arts de Chambéry a organisé l'exposition *Éboulement* de Jean-Luc Parant en résonance avec la 13^e biennale de Lyon. À cette occasion, la Fondation Facim a invité l'artiste à porter un regard sur les montagnes de Savoie dans le cadre des Chemins du Baroque®, premier des itinéraires culturels du Pays d'art et d'histoire des Hautes vallées de Savoie. C'est depuis la chapelle Notre-Dame-de-la-Vie, véritable sentinelle de la vallée des Belleville, classée au titre des Monuments historiques et récemment restaurée, que Jean-Luc Parant écrit pour la première fois depuis les hauteurs. Ainsi est né le texte original *Tout en haut les yeux*. C'est aussi à Notre-Dame-de-la-Vie que Jean-Luc Parant a donné la lecture inaugurale de *Tout en haut les yeux*, premier moment d'un ambitieux programme de renouveau pour Les Chemins du baroque®. Privilégiant la voix et l'écoute, commandes artistiques, littérature et musique nourriront cette approche renouvelée avec une idée forte : « c'est ici et nulle part ailleurs » que ces modestes mais remarquables édifices religieux, témoins de la vie spirituelle et quotidienne, fondent « le génie du lieu » de nos montagnes.

Martine Buissart

invitant au courage avec un extrait de son premier roman *Terre Ceinte* ³, suivi de la mauricienne Ananda Devi, qui avait choisi pour l'occasion un fragment de sa nouvelle *Bleu Glace* ⁴, histoire insolite dans les froids du Grand Nord, et enfin Hubert Haddad, d'origine tunisienne, avec des extraits de ses romans *La condition magique* et *Clair venin du temps*, mariant aux paysages de montagne les ambiances oniriques et magiques qui lui sont propres.

La conversation de l'après-midi menée par Catherine Pont-Humbert a été rythmée par la voix de René Depestre racontant comment il s'est ajouté ses ailleurs car *le monde est trop petit pour être un lieu d'exil*. Le public attentif dans la salle du Bicentenaire a pu ensuite méditer les paroles d'Hubert Haddad nous invitant à chercher la part de lointain dans chaque proche, comme *une ouverture possible, une promesse, car il est toujours plus facile d'aimer le lointain que le proche*.

Dans le prolongement de ces échanges, la librairie éphémère confiée pour l'occasion à la librairie indépendante Landru, a permis au public d'acquiescer les livres des auteurs invités, avant de les rejoindre à la boutique Guérin des Éditions Paulsen pour une séance de dédicaces et la diffusion sur grand écran du film de René Depestre. À la nuit tombante, dans la somptueuse salle de concert du Majestic, le

groupe réunionnais Gren Sémé a enflammé le public par son savant mélange musical teinté de mayola portant de poétiques textes franco créoles. Cette année encore, public et écrivains ont pu ressentir combien un site – patrimoine, paysage et climat – participe de l'atmosphère des Rencontres littéraires en Pays de Savoie. Fidèle à l'alternance Savoie & Haute-Savoie et forte de l'expérience de 2015, la Fondation Facim donne d'ores et déjà rendez-vous au public à l'Abbaye d'Hautecombe le samedi 24 juin 2017. Ce haut lieu du romantisme sur la rive occidentale du lac du Bourget accueillera à nouveau sous le signe du *Partage des lointains* des auteurs du monde entier autour de l'invité d'honneur et académicien Dany Laferrière.

Anne Delafontaine

Notes

1. Collection « Paysages écrits » coédition Fondation Facim et Editions Paulsen, 2016.
2. Extrait de *Popa Singer*, René Depestre, Zulma, 2016.
3. *Terre Ceinte*, Mohamed Mbougar Sarr, Présence Africaine, 2014.
4. Nouvelle issue du recueil *L'Ambassadeur Triste*, Ananda Devi, Gallimard, 2015.

Palaces

Au début du XX^e siècle pour loger les riches touristes la création de grands hôtels transforme profondément la ville de Chamonix. La Belle Époque prolonge ce mouvement urbanistique par la construction de bâtiments d'exception, les palaces qui se distinguent par leur ampleur et leur échelle. Ils sont pensés à l'image de grands paquebots du tourisme.

Ces palaces marquent encore aujourd'hui de leur architecture de prestige l'urbanisme de la station, et les 16^{es} Rencontres littéraires ont pu profiter de deux de ces lieux chamoniards patrimoniaux : la salle du bicentenaire installée comme le Musée alpin dans l'ancien « Chamonix Palace » ouvert en mai 1914 et une salle du Majestic, autre palace emblématique de la Belle Époque pour le concert de clôture.

[à gauche] Le grand hôtel du Majestic à Chamonix-Mont-Blanc, à la Belle Époque.

[ci-dessous] Vue actuelle du Majestic.



châteaux forts et chevaliers

Genève et la Savoie au XIV^e siècle



L'exposition au Musée d'art et d'histoire de Genève invite le public à découvrir le monde profane de la chevalerie médiévale. Elle permet en particulier de comprendre l'empreinte de la chevalerie sur la société courtoise du XIV^e siècle, période souvent oubliée des études sur Genève et la Savoie médiévale et qui fait, pour la première fois, l'objet d'une exposition.



ACTUALITÉS MUSÉES

[vignette ci-dessus] Roman de Cassidorus, d'Elkanus et Peliarmenus, Maître du Psautier de Bute, 1275-1280. Parchemin, enluminure, 23 x 18 cm. Turin, Bibliothèque Nationale et Universitaire, ms L. III. 8, bloc 5/c. 11v.

Cycle de peintures murales provenant du château de Cruet (Savoie), début du XIV^e siècle. Peinture sur enduit sec avec liant organique, hauteur 197 cm. Collections départementales, Musée Savoisien.



Tiré de l'histoire de Charlemagne, le cycle peint provenant du château de Cruet en Savoie et réalisé vers 1300 constitue la pièce maîtresse de la présentation genevoise. C'est l'un des plus importants ensembles de peintures médiévales conservés dans le vaste territoire dominé principalement au XIV^e siècle par les comtes de Genève et les comtes de Savoie. Reflet de la littérature de son temps, il illustre parfaitement l'idéal de la chevalerie, qui apparaît dans l'art à la fin du XIII^e siècle. Sa grande richesse narrative constitue la matière principale de l'exposition, conçue à partir des thèmes représentés : les chevaliers, leurs équipements militaires, leurs loisirs, leurs amours. Ce cycle exceptionnel est mis en relation avec nombre d'œuvres issues de la même région et contemporaines des pein-

tures. Manuscrits enluminés, armes et armures, sculptures, textiles, peintures et objets précieux évoquent ainsi les moments forts d'une vie de chevalier. Plus largement, c'est la découverte d'un monde, les châteaux forts et leurs habitants, tel que l'art gothique l'a imaginé.

Les décors profanes

Au Moyen Âge, l'architecture ne se conçoit généralement pas sans décor, sculpté ou peint, à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments. Si les ornements des édifices religieux sont bien connus, ceux de l'habitat profane sont restés longtemps oubliés. Durant ces vingt dernières années, plusieurs études ont porté sur ce patrimoine, souvent en mains privées et difficilement accessible. D'après les vestiges parvenus jusqu'à nous, dès le milieu du XIII^e siècle les seigneurs ornent volontiers de peintures murales leurs châteaux forts et maisons-fortes en milieu rural ou leurs demeures en milieu urbain. Ces œuvres, placées sur les parois des salles principales, jouent un rôle tant représentatif que symbolique et ont souvent pour but l'expression du pouvoir et l'affirmation d'une lignée seigneuriale. À la fin du XIII^e siècle apparaissent les premières peintures murales qui mettent en scène une chevalerie idéalisée. Le cycle de Cruet constitue pour le territoire qui nous occupe l'un des premiers et des plus remarquables témoins de l'engouement pour de telles représentations.

Découvertes en 1985 au château de la Rive, près de Cruet, en Combe de Savoie, sous d'épais badigeons, ces peintures ont été déposées puis restaurées au Musée Savoisien à Chambéry. Grâce à une étroite collaboration avec cette institution, fermée pour rénovation, le Musée d'art et d'histoire a pu emprunter cette longue frise, qui se développait sur plus de quarante mètres au moment de sa création¹. De grandes dimensions (hauteur 2 m x largeur variable de 1,30 à 4,50 m) les panneaux qui composent actuellement le cycle sont présentés à Genève pour la première fois conformément à leur disposition d'origine dans l'*aula*, la salle d'apparat du château.

Note

Ci-contre, une des scènes du cycle peint de Cruet illustrant le *Roman de Girart de Vienne*, d'après la récente interprétation de Térrence le Deschault de Monredon. Voir *La Rubrique* n° 33, juillet 2014, p. 28-29.

Château de Rouelbeau. Restitution du château en pierre vers 1360. Modélisation 3D on-situ, Service cantonal d'archéologie de Genève 2016.

Les aventures de Charlemagne et de son vassal, Girart de Vienne, ainsi que le conflit qui les oppose en composent la trame. Fidélité et loyauté à l'empereur, malice et duplicité féminine pimentent l'intrigue, typiquement médiévale. Chasse à courre, adoubement, siège de ville, combats singuliers et banquet se succèdent dans les scènes épiques. La vie des chevaliers du Moyen Âge, réelle ou idéalisée, se déploie ainsi sous nos yeux.

La chevalerie et ses représentations dans l'art

En isolant l'élite des cavaliers du reste de la troupe, la chevalerie se confond peu à peu avec la noblesse. Elle incarne les valeurs maîtresses du monde féodal qui repose notamment sur des liens de fidélité et de devoirs réciproques entre le suzerain et ses vassaux. L'éthique chevaleresque s'impose en idéal et triomphe au cours du XIV^e siècle, au moment où pourtant la chevalerie en tant qu'institution décline. Rappelant les sujets du cycle de Cruet, cinq remarquables manuscrits enluminés (conservés à la Bibliothèque Nationale de Turin), qui ont probablement appartenu aux comtes de Savoie, attestent leur goût pour la littérature épique et le rôle important qu'ils ont joué dans la diffusion de la nouvelle iconographie. Également issu des collections médiévales des Savoie, un précieux aquamanile montre la reprise du thème de la chevalerie dans les arts précieux. De même, les représentations de chevaliers se multiplient dans l'art funéraire et s'étendent à des nobles de moindre rang social dès le premier tiers du XIV^e siècle.

L'équipement militaire

L'accession au rang de chevalier ne va pas de soi et le coût de l'armement reste un obstacle. L'acquisition, l'entretien et le renouvellement de l'équipement militaire, l'achat, la nourriture et le harnachement des montures (chevaux de combat, de voyage et de transport) et l'emploi d'aides (pages et valets) représentent un investissement considérable. Aux XIII^e et XIV^e siècles, l'armure se compose de nombreux éléments coûteux : une cotte de mailles et de plaques de métal, un casque, des armes (épées, dagues, lances, haches) et un bouclier. D'exceptionnelles pièces d'armement datant du XIV^e siècle font écho aux scènes de siège et de combats des peintures et comptent parmi les rares éléments d'armement de cette époque parvenus jusqu'à nous.



Les loisirs

La chevalerie ne se limite pas à la guerre, mais constitue un véritable art de vivre. La chasse, avec laquelle commence le cycle de Cruet, et la fauconnerie, pratiquées tant par les hommes que par les femmes, constituent un passe-temps de luxe. La chasse est notamment illustrée par un exemplaire du célèbre livre de Gaston Phébus, rédigé en 1387 et souvent copié à la fin du Moyen Âge. Banquets et festivités, mais aussi jeux de plateaux, comme les échecs et le trictrac (actuel backgammon), sont encore évoqués grâce à de remarquables pièces remontant aux XIII^e et XIV^e siècles.

Dans cet art de vivre raffiné et codé, l'amour occupe une place de choix. Les XIII^e et XIV^e siècles voient de nouveaux rapports amoureux se nouer entre les hommes et les femmes : l'amour courtois, jeu subtil entre l'amant et sa dame, sa suzeraine. Exalté en premier lieu par la littérature, il est mis en image sur les objets précieux suivant une iconographie nouvelle qui présente le couple dans des situations stéréotypées, comme la rencontre, le couronnement de l'amant par sa dame, l'accolade.

Les châteaux forts

Élément fondamental de l'organisation de l'espace médiéval, le château est le centre de commandement militaire, politique, économique et social. Forteresses ou résidences, maisons-fortes aux dimensions plus réduites ou encore simples « bâties » construites en bois et en terre pour la garnison, ces constructions couvrent le territoire. L'exposition est l'occasion de mettre en valeur les progrès que la recherche historique et archéologique a accomplis dans le domaine ces dernières années. Le château permet de confronter l'idéal avec la réalité telle qu'elle apparaît à l'examen des vestiges et des sources. Pour la région de Genève et de la Savoie, la fin du XIII^e et la première moitié du XIV^e siècle sont une période particulièrement troublée du point de vue politique. Les travaux des chercheurs ont montré que nombre d'anciens châteaux forts sont alors remaniés et de nouveaux érigés. L'exemple du château de Rouelbeau près de Genève, récemment fouillé par le Service cantonal d'archéologie de Genève, est révélateur et des restitutions numériques en traduisent l'évolution à travers le temps : on comprend particulièrement bien avec quelle rapidité un château pouvait être construit, puis transformé et finalement abandonné.

L'exposition doit beaucoup à plusieurs études récentes. Le catalogue propose ainsi une synthèse autour de la vie de la noblesse locale de cette époque.

Sylvie Aballéa



Valve de miroir, Paris, 1300-1330. Ivoire et bois, 11 cm. Turin, Musée municipal d'art ancien, inv. AV/152.

[à gauche] Cotte de mailles, Bâle, XIV^e siècle. Fer étamé, laiton, 82,5 cm. Bâle, Musée Historique, inv. 1874.103.

Infos pratiques

Châteaux forts et chevaliers.

Genève et la Savoie au XIV^e siècle

Genève, Musée d'art et d'histoire jusqu'au 19 février 2017

Catalogue

Châteaux forts et chevaliers.

Genève et la Savoie au XIV^e siècle.

100 pages, Éditions Favre, Lausanne.

Visites commentées, visites commentées en famille, visites tactiles destinées au public malvoyant, contes, ateliers, audioguides adultes ou jeune public, parcours-jeu téléchargeable pour jeune public, conférences des auteurs du catalogue, concert (programme complet sur le site du musée).

Musée d'art et d'histoire

Rue Charles-Galland 2

1206 Genève

Ouvert de 11 à 18 heures, fermé le lundi

Entrée libre le 1^{er} dimanche du mois

Site Internet www.mah-geneve.ch

Blog www.blog.mahgeneve.ch

Facebook www.facebook.com/mahgeneve

Twitter @mahgeneve



Statue funéraire de Jacques de Montricher, vers 1330-1336. Provient du cloître de l'ancien prieuré clunisien de Romainmôtier. Molasse polychrome, haut. 88,5 cm. Lausanne, Musée cantonal d'archéologie et d'histoire, inv. RO86/17278.

Aquamanile, Région rhéno-mosane, vers 1250. Alliage de cuivre, 30 cm. Turin, Bibliothèque Royale.



Mélan, un lieu aux multiples visages

la reconversion du petit séminaire de Mélan



ARCHÉOLOGIE

Une étude sur les dépendances de Mélan a été lancée par le Service archéologie et patrimoine bâti du Conseil départemental de Haute-Savoie, en janvier 2016. Dans le cadre de cette mission, des travaux de recherche ont été menés nous éclairant notamment sur l'histoire du site de Mélan au début du XX^e siècle. La Loi de séparation des églises et de l'État du 9 décembre 1905 a touché le collège, tout comme d'autres établissements ecclésiastiques, nous verrons quelles en ont été les conséquences à Mélan.

Vers la suppression du collège

Au moment de la promulgation de la Loi de 1905, le collège de Mélan était dirigé par les prêtres diocésains. Leur arrivée était alors récente, ils succédaient aux missionnaires de Saint-François-de-Sales, obligés de quitter les lieux suite aux lois de 1901 et de 1904. Toutes les congrégations religieuses devaient demander une autorisation pour fonder un établissement ou pour le garder en exer-

Mélan, un lieu aux multiples visages! Ancien site d'une chartreuse, d'un collège devenu Petit séminaire, d'un orphelinat départemental. Il est aujourd'hui partagé entre la Maison départementale de l'enfance et de la famille et le site patrimonial, animé par plusieurs acteurs : le Conseil départemental de la Haute-Savoie, les guides du patrimoine des Pays de Savoie, l'Association des anciens et des amis de Mélan, l'Association de gestion et d'animation de Mélan et l'office de tourisme de Taninges.

cice. Les missionnaires de Saint-François-de-Sales quittèrent alors le collège de Mélan, et les prêtres diocésains revinrent après une quarantaine d'années d'absence.

La Loi de 1905 supprima les établissements publics du culte sous réserve de certaines conditions. Les structures ne furent pas obligées de fermer tout de suite, et disposèrent d'un délai d'un an, après la promulgation de la loi. Dans ce laps de temps, une nouvelle attribution des biens fut prévue. En 1907, la Société d'éducation de Lyon proposa de racheter les biens de 243 collèges en France dont ceux de Mélan¹ et d'Évian². Toutes ces dévolutions seront refusées par les préfets, estimant qu'elles ne correspondaient pas à la loi. Les anciens établissements ecclésiastiques pouvaient être transmis à des associations; néanmoins ces décisions devaient être approuvées préalablement par le préfet de département. Une attribution rejetée par le préfet, fut statuée en Conseil d'État. La Loi de 1905 prescrivait en effet que, si, au terme du 9 décembre 1906, l'établissement n'était pas repris, celui-ci serait placé sous séquestre. Pour le collège de Mélan, à cette date-là, aucune dévolution n'avait été envisagée. Les enseignants, les élèves et le personnel furent donc priés de quitter les lieux, comme l'indique la correspondance entre le Petit Séminaire et la préfecture du département³. Les six prêtres du Petit Séminaire refusèrent de partir

et s'enfermèrent dans l'édifice. Les 15 et 16 décembre 1906, ils furent expulsés par une vingtaine de gendarmes et le commissaire spécial d'Annemasse⁴. Le même scénario se déroula au collège d'Évian. Quant au Petit séminaire de La Roche-sur-Foron, considéré comme une institution privée, la Loi de séparation des églises et de l'État de 1905 ne s'appliqua pas.

La mise sous séquestre des biens mobiliers et immobiliers en décembre 1906

Suite au séquestre des biens mobiliers et immobiliers de Mélan, un inventaire fut effectué afin de connaître avec exactitude l'étendue des propriétés et du mobilier dont le collège disposait : le site de l'ancien Petit séminaire et une propriété rurale de 11 hectares avec des pâturages, des bois et des chalets au lieu-dit « Vers la Crotta »⁵. Cette évaluation permettait de savoir quelles parcelles pouvaient être vendues ou exploitées et ainsi de proposer de futures affectations.

Pour que la mise sous séquestre soit suspendue, seuls les projets de fondation de structure publique ayant un caractère bienfaisant pouvaient être approuvés par le Préfet et le Conseil d'État. La mise sous séquestre posa certains problèmes, les biens étant gelés : les Jacquemards, habitants de Taninges, ne savaient pas à qui s'adresser pour les demandes relatives aux récoltes des vergers ou encore à la fenaison. Le maire de Taninges souhaita que les récoltes reviennent au bureau de bienfaisance de la commune et le suggéra à M. le député⁶. Certains habitants voulurent louer les parcelles pour une exploitation agricole. Quant à d'autres, ils constatèrent les dégradations portées aux bâtiments et se plainquirent de ne pouvoir y remédier. La consultation des fonds de l'Académie Salésienne et des Archives du département de la Haute-Savoie, soulève la question de la responsabilité du Receveur des domaines en charge de ce séquestre. La presse ira même jusqu'à dire que ce dernier n'avait aucune utilité. Des scellés furent apposés puis enlevés. L'ancienne chartreuse désaffectée était devenue un espace « ouvert » à tous. Un grand nombre de « déprédations » eut lieu pendant cette période. Quelques personnes tiré-



Taninges, collège de Mélan, avant 1916.
Coll. Association Arcade.



Le Petit séminaire de Mélan. Vers 1890.
Coll. Archives paroissiales de Taninges.

rent profit de cette situation particulière et pillèrent le site progressivement : lits, armoires, meubles, portes sculptées, serrures, fers, les livres, la cheminée en marbre de l'appartement de l'évêque d'Annecy, les orgues et une cloche en bronze de près de 108 kilos. Des tableaux et statues épargnés, conservés dans une pièce fermée, furent vendus en 1912 au Conseiller général. En réaction à toutes ces détériorations, entre décembre 1907 et mars 1909, le garde champêtre de Taninges fut nommé gardien de Mélan. En plus des pillages, le site de Mélan subit un manque d'entretien des bâtiments. Le mauvais état du toit, provoqua des infiltrations aggravant la situation de Mélan. Faute de fonds, le receveur des domaines ne put assurer de nouvelles dépenses. L'architecte départemental déconseilla une profonde rénovation qui engendrerait de nouveaux frais conséquents.

Les projets de reconversion du site

En vue de respecter la nouvelle loi du 14 juillet 1905, concernant l'assistance publique aux personnes âgées, un hospice régional fut projeté à Mélan, en 1907. La demande d'accueil de « vieillards, infirmes et incurables » était forte. Alors que la capacité d'accueil de l'établissement de Reignier s'avérait insuffisante, l'ancien Petit Séminaire de Mélan fut proposé comme une sorte d'annexe. Une partie du mobilier fut conservée en vue de ce futur hospice. Le Département évoqua la possibilité d'accueillir une centaine de personnes, une aile de l'éta-

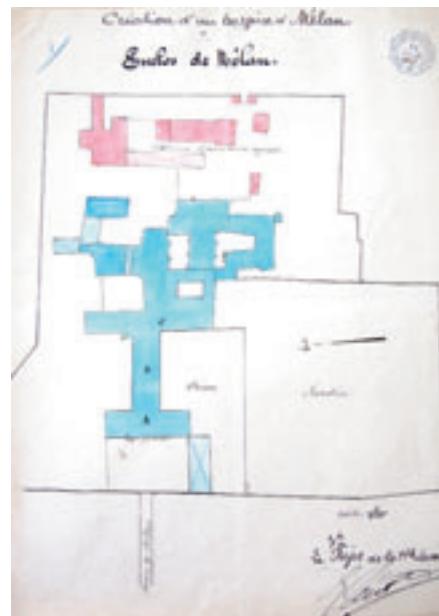
blissement serait réservée aux dégénérés et épileptiques.

Le Président de la République française, Armand Fallières, exprima la volonté de doter le territoire départemental d'un établissement de bienfaisance, lors de son passage en Haute-Savoie en 1910 pour commémorer le Cinquantenaire du rattachement de la Savoie à la France. Ce projet fut porté par le Département abandonnant l'idée d'un asile pour les personnes âgées. Le choix ne s'arrêta pas tout d'abord sur Mélan en raison des dépenses élevées que coûterait cette rénovation.

La dévolution des biens

Parallèlement à ces projets, la commune tenta de prendre possession de Mélan en effectuant une demande à plusieurs reprises. Mais, ne pouvant répondre aux exigences des différentes lois, elle abandonna l'idée de faire de Mélan, une grande exploitation agricole, tout en cédant les bâtiments qui ne lui seraient d'aucune utilité. La Loi de 1905 préconisait de réhabiliter les anciens biens de l'Église en de nouveaux établissements publics d'œuvre de bienfaisance.

Les propositions de nouvelle réhabilitation de l'ancien Petit séminaire furent soumises à l'avis de l'architecte des bâtiments de France. En effet, à partir de décembre 1911, le cloître fut protégé par un classement au titre de Monuments historiques. Cette protection fut rendue possible par la Loi de 1905 qui prévoyait une liste d'édifices ayant un



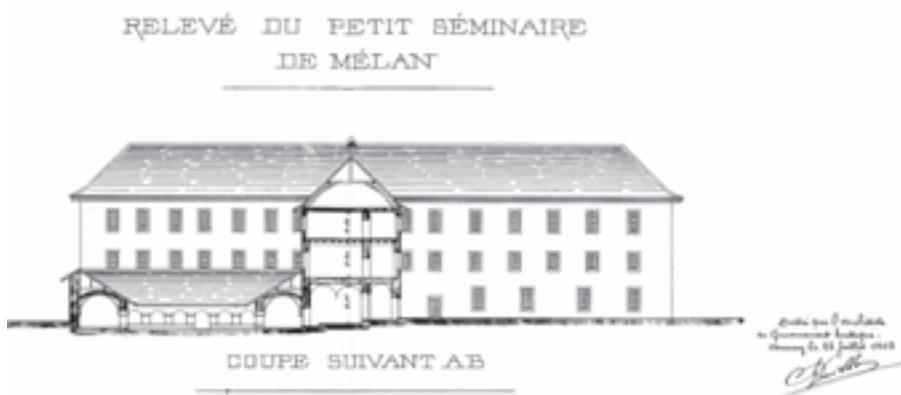
Plan de l'ancien Petit séminaire de Mélan avec la distinction entre les constructions habitables et les bâtiments agricoles, réalisé le 14 février 1907 par la sous-préfecture de Bonneville en vue de réaliser un hospice.
Coll. Arch. dép. Haute-Savoie, 8 V 43.

intérêt, une « valeur artistique ou historique », à classer par le ministère dans les trois ans. La future affectation ne fut pas évidente à gérer. Le Département fit la demande d'acquisition au Préfet de Haute-Savoie en présentant le projet d'orphelinat départemental à Mélan comme une nouvelle œuvre de bienfaisance, répondant à la loi. L'attribution des biens au Département de la Haute-Savoie eut lieu début 1913⁷. Entre février et avril 1913, le séquestre des biens de Mélan fut levé. S'ensuivit une longue période de discussions, de travaux d'aménagements et de démolitions, aboutissant à une ouverture effective de l'orphelinat départemental en octobre 1923.

Lucie Pacheco

Notes

1. Archives départementales. Haute-Savoie (AD74). Série V. Côte 8 V 43. Lettre du 22 janvier 1907 de M. le Préfet de Haute-Savoie à M. le Président du conseil, ministre de l'Intérieur.
2. Buffet Léon. Mémoires et documents de l'Académie Salésienne : Le collège d'Évian 1574-1907. Tome 49. Annecy : Ed Académie Salésienne, 1931. 148 p.
3. AD74. Série V. Côte 8 V 43. Lettres dont une du 11 décembre 1906 de M. le Préfet de Haute-Savoie à M. le Président du conseil d'administration du Petit séminaire de Mélan.
4. AD74. Série V. Côte 8 V 43. Télégramme du 12 décembre 1906.
5. AD74. Série V. Côte 8 V 10. Biens de la mense épiscopale d'Annecy, inventaire du Séminaire de Mélan, 1906.
6. AD74. Série V. Côte 8 V 43. Lettre du 17 juin 1908, de M. le Maire de Taninges à M. le Député.
7. AD74. Série V. Côte 8 V 43. Décret du 15 février 1913 relatif à l'attribution des biens de Mélan au département.



Relevé du Petit séminaire de Mélan (détails), dressés par l'architecte du gouvernement M. Raillon, le 25 juillet 1908.
Coll. Arch. dép. Haute-Savoie, 8 V 43.

la tour neuve

dite Tour des Archives ou du Carrefour, du château des Ducs de Savoie à Chambéry



ARCHEOLOGIE

Détail d'un graffiti représentant un personnage, dans la salle du second étage de la Tour des Archives.

[à droite] Relevé dressé en 1882 par l'architecte départemental Samuel Revel.

Vue écorchée de la maquette numérique de la Tour neuve.

(O. Veissière, Patrimoine numérique).



Dès les premières années de son règne, une grande tour neuve est commandée par le duc Louis (1439-1465) suite au retrait de son père, Amédée VIII, à Ripaille. La documentation comptable permet de situer sa construction de 1439 à 1450. Elle est édifée ostentatoirement à l'entrée du château, à proximité de l'enceinte urbaine et de l'ancienne *Poype*. Ce donjon, ou haute-cour, est remanié par le comte Amédée V en 1295. Il disparaîtra lors du réaménagement de la terrasse et des glacis au XV^e siècle lors du creusement des fondations de la Tour neuve.

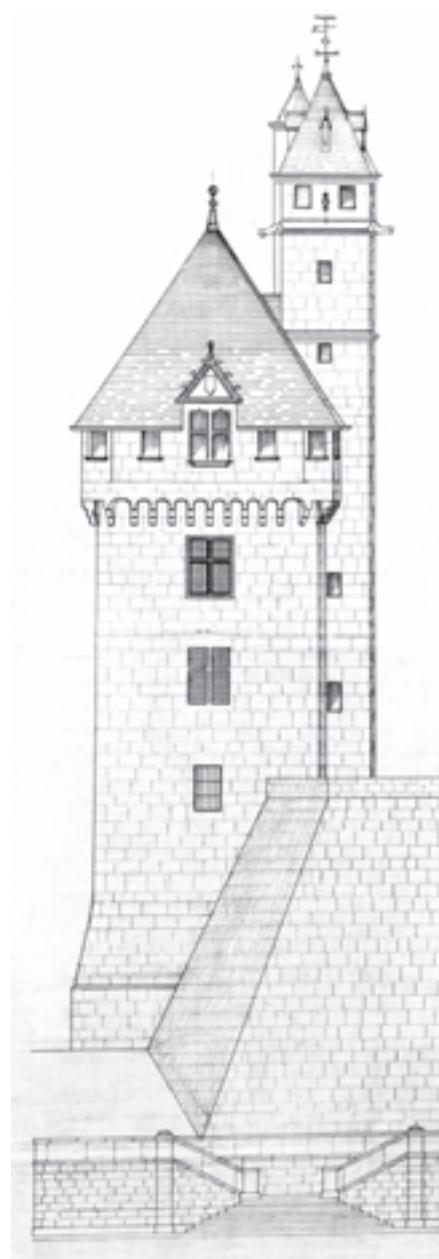
Le chantier d'une tour ducale

Les sources comptables mentionnent d'importants terrassements creusés et pisés en 1439-1440 par des terrassiers et manœuvres sous la direction du maître terrassier Jean Brun d'Aigueblanche. Ces travaux concernent les jardins ainsi que l'avancée qui constitue les fondations de la Tour neuve. Du bois est utilisé pour le nouvel ouvrage, des travaux de maçonnerie (blocage) et de parement en pierres de quartier (blocs de grand appareil taillés en calcaire blanc), tant de la tour que de la courtine, du glacis existant ou de la nouvelle escarpe leur succèdent. Ces réalisations sont contemporaines de l'achèvement de l'enceinte urbaine de Chambéry (1440-1444).

Au mois de février 1440 sont faits les « *medoz* » (muids / doses des mélanges ?) prévus de sable et de chaux autant au pied de ladite tour neuve que dans les jardins pour les barbicanes mêmes de la fondation de la tour ; des fustes sont utilisées pour le nouvel ouvrage fait et construit joutant la Tour de la Poype du château de Chambéry pour l'édification de la nouvelle tour qui est faite joutant ladite tour et le mur de ville à l'entrée dudit château.

Au début du mois de mars 1440, Maître Pierre Landot, Girard son fils, Jean Dardellet et Jean de Veromesio, un familier du maître Pierre interviennent pour le gros œuvre de la nouvelle tour mais une partie des terrassements sont minés par de fortes pluies.

Les nouveaux ouvrages de la grande tour neuve joutent la Tour de la Poype : « ... *constructio ingenii*



novi facti juxta turrim Poypie pro grossa turre nova ibidem prope edificanda... » ; des tirants en fer sont placés dans le nouvel ouvrage : « ... *ferratura posita in ingenio noviter facto pro turri nova...* », et une bannière est placée au sommet du nouvel escalier « ... *banderia posita in summitate viorbe nove...* ». (note de Max Bruchet : « *Computus... F. Payni, ... pro fabrica...castris Chamberiaci a die 1 maii mensis a d. 1439 usque ad diem 1 exclusive mensis ejusdem maii a. d. 1440* »)

Le maçon de Monseigneur reçoit 25 florins pour 400 pierres taillées (Dufour & Rabut, *Compte des trésoriers*, vol. 88, p. 137).

Clef de voûte armoriée avec écu parti de Savoie et de France.



Vue générale de la double voûte de la salle noble du second étage de la Tour des Archives.



Une construction de prestige

La salle noble du second étage de la Tour des archives présente une double voûte croisée et nervurée d'ogives avec arc-doubleau central, arcs formerets, liernes et tiercerons. La salle comporte une grande baie avec fenêtre à meneaux et deux coussièges dans l'embrasure ouvrant à l'est et une petite baie avec fenêtre ouvrant à l'ouest, deux placards muraux (mur sud sous la retombée de l'arc-doubleau et mur nord) ainsi que la porte donnant sur l'escalier de dessert. Les retombées des arcs présentent six culs-de-lampe ornés d'écus armoriés avec leurs guiges (ces courroies de cuir avec leur boucle, ardillon, œillets et bouterolle métalliques sont sculptées en relief ; les écus sont ainsi accrochés par leurs guiges à des patères fleuronées également sculptées).

Ces écus portent les armoiries pleines de Savoie, dont celles du duc Louis associant les armes d'Anne de Lusignan, duchesse de Savoie (1418/1434-1462), fille de Janus de Lusignan, roi de Chypre, de Jérusalem et d'Arménie.

Des appartements à la prison puis aux archives

Les nombreux graffitis en partie badigeonnés qui recouvrent les murs de la salle noble attestent l'utilisation des lieux comme prison au XVI^e siècle. Les dates observées faute de relevé systématique et de décroûtage des enduits récents remontent à la période de l'occupation française (1536-1559) et aux premières années du règne du duc Emmanuel-Philibert. La totalité de la tour aurait eu une fonction carcérale à cette période. Cet aspect méconnu de l'histoire de l'édifice mériterait une étude archéologique des murs couplée à une approche historique des graffitis.

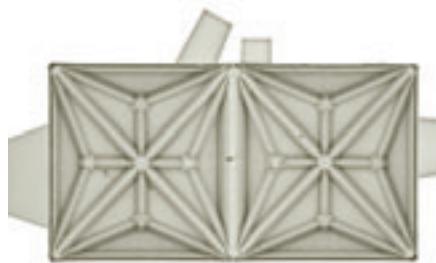
La Tour neuve trouve une nouvelle fonction avec le déménagement des archives féodales de la Tour trésorerie en 1726 vers le premier et le second étage dans des étagères spécialement construites à cette intention. C'est à ce moment que les grandes cheminées en molasse sont condamnées. En 1754, une chambre plafonnée est aménagée dans les combles pour faire face à l'afflux de documents cédés par la République de Genève. En 1771, le niveau inférieur est transformé en « laboratoire des archives » et en 1781 une construction en appentis vient constituer le cabinet de l'archiviste au pied de la tour.

À la Révolution, les archives sont délogées et en partie détruites. En 1793, les registres du tabellion viennent occuper deux niveaux tandis que le second étage sert de prison militaire jusqu'en l'an VIII (1799-1800). À la Restauration sarde en 1816, on transfère dans cette salle les archives de la préfecture du département du Mont-Blanc.

En 1823, les anciennes cheminées sont bouchées et peut-être dès lors arasées. Ce secteur du château est confié à la Préfecture en 1860. De grosses réparations sont entreprises en 1861. Puis, en 1875, le haut de la tourelle de l'escalier et l'échauguette sont reconstruits.



Clef de voûte armoriée avec blason parti de Savoie et de Lusignan.



Relevé de la double voûte de la salle du second étage, issu du levé lasergrammétrique.

O. Veissière, Patrimoine numérique.



Extrait de la numérisation brute.

O. Veissière, Patrimoine numérique.

Le numérique au service d'une approche archéologique

Une campagne de numérisation du château médiéval par lasergrammétrie initiée par la Conservation départementale du patrimoine a permis de compiler des données 3D très précises sur la géométrie actuelle des lieux. L'acquisition des données brutes est aujourd'hui un formidable support de travail sur un bâtiment du château non encore accessible au public.

Ce travail, réalisé par Olivier Veissière, Patrimoine numérique, s'est doublé d'une modélisation afin de créer une maquette numérique fiable dans un but de médiation des éléments composant la tour. Cet outil didactique sera exploité à l'avenir pour renouveler l'offre muséographique du château des ducs de Savoie et ouvre la voie à des dispositifs de médiation dynamiques comme la réalité augmentée pour tous les publics.

Clément Mani et Philippe Raffaelli

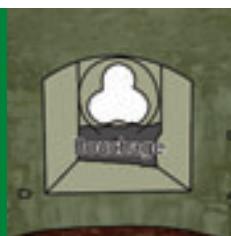


Plusieurs types de graffitis observables sur un des murs de la salle du second étage de la Tour des Archives.

Le blason au-dessus de l'inscription porte la date de 1558.

château de Chambéry

étude archéologique du bâti des Salles basses du Vieux Pavillon



ARCHÉOLOGIE

Le château de Chambéry est bien connu pour avoir été la résidence princière des comtes puis des ducs de Savoie et le siège de leur administration au Moyen Âge. D'imposants vestiges de l'architecture médiévale sont conservés, même si les incendies successifs ont fait disparaître bon nombre de bâtiments. Dans l'angle nord-ouest de l'enceinte du château, à proximité de la Sainte-Chapelle et de la tour Trésorerie, se trouvent d'impressionnants vestiges bien cachés dans les sous-sols d'une partie du site très méconnue : les Salles basses du Vieux Pavillon. Sous cette appellation sont désignées deux grandes caves et une troisième plus petite en deuxième sous-sol réputées se trouver sous l'une des parties les plus anciennes du château. La Conservation départementale du patrimoine de la Savoie a souhaité mettre en regard les connaissances historiques avec une analyse archéologique de l'architecture, puisque certains auteurs y voyaient l'emplacement de la chapelle primitive du château en raison de la présence de baies gothiques.

L'analyse archéologique des élévations

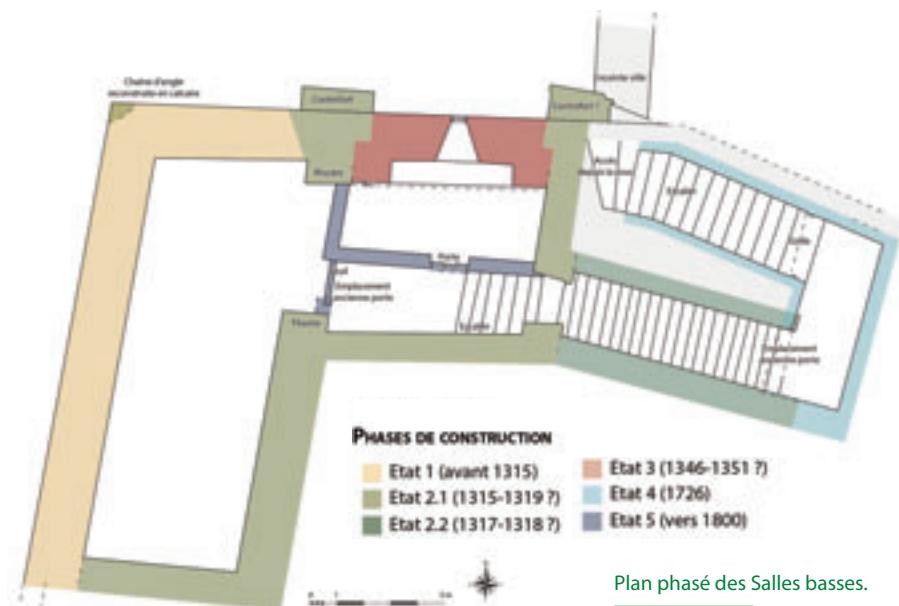
Les observations archéologiques ont été reportées sur des relevés détaillés en plan et en élévation puis mises en regard avec les sources iconographiques et archivistiques. L'étude fine des maçonneries a permis de restituer la chronologie de l'aménagement des Salles basses, soit cinq états successifs compris entre les XIV^e et XIX^e siècles. Les caves n'ont pas été édifiées ex-nihilo, la construction s'appuie sur des murs préexistants qui forment en partie les courtines ouest et nord du château. Ces murs, bien identifiables par leur appareil en calcaire et en tuf, antérieurs au premier tiers du XIV^e siècle, n'ont pas pu être datés de manière plus précise [état 1]. D'après l'observation des modes de construction dans le château, il s'agit vraisemblablement de la seule occurrence de l'utilisation du tuf dans les parements et ce mode de construction est manifestement antérieur aux constructions

en moyen et grand appareil de calcaire, caractéristiques des édifices du Bas Moyen Âge au château de Chambéry, comme la tour Trésorerie ou la Sainte-Chapelle. Différentes hypothèses peuvent être envisagées concernant l'origine de ces murs. Il pourrait soit s'agir de courtines ou de bâtiments liés à une motte castrale du XI^e-XII^e siècle, soit de courtines associées à un programme d'agrandissement mis en place lors de l'achat du château par Amédée V de Savoie à la toute fin du XIII^e siècle. Au cours d'une campagne de travaux attribuée au début du XIV^e siècle [état 2.1 et 2.2], la courtine ouest et une partie de la courtine nord existantes auparavant ont été mises à profit. L'ancienne courtine nord a été partiellement détruite pour permettre la construction d'une baie en lancette éclairant la salle ouest et de deux contreforts encadrant une grande arcade surmontée d'un oculus trilobé éclairant la salle est. Les deux salles sont aména-

Les Salles basses du Vieux Pavillon, vues de l'est.



gées conjointement, aboutissant à un plan en L relié par une seconde grande arcade reposant sur les pilastres rectangulaires à impostes chanfreinées. Les salles voûtées en plein cintre sont desservies par un bel escalier également voûté. Les archives indiquent à plusieurs reprises, entre 1315 et 1319, de gros travaux de construction d'une grande salle nommée « crota » (salle voûtée), de piliers et de fenêtres percées dans la courtine du côté de la ville, ainsi que la création d'un escalier reliant la porte de la « crota » au niveau de sol de la cour. La grande arcade aménagée dans le mur d'enceinte nord ne laisse pas de doute quant à sa fonction ; il s'agit bien d'ouvrir largement le mur vers l'extérieur. Au moment de l'aménagement des Salles basses et de cette imposante ouverture dans la salle orientale, le passage donnait non seulement en dehors de l'enceinte du château, mais également en dehors de l'enceinte urbaine. L'urbanisation et les changements des niveaux de sol nuisent à la compréhension globale et les indices manquent pour étayer les hypothèses quant à l'usage de ces salles et du passage. Toutefois, il est possible d'envisager que cette imposante ouverture ait eu pour voca-



Plan phasé des Salles basses.



Élévations phasées du mur nord de Salles basses.

tion l'acheminement de matériaux ou de marchandises dans le château, par l'intermédiaire d'un système de levage. La présence, visible sur les plans anciens, d'un bras de l'Albanne à proximité a pu favoriser ce projet. Un dispositif de ce type existait au château de l'Arsenal à Condé-sur-l'Escaut au XIV^e siècle, avec une « porte d'eau » ouvrant sur la rivière et donnant accès à un petit port à l'intérieur du château.

Toutefois, ce passage ne semble pas avoir été usité longtemps, puisqu'il a été bouché par un pan de maçonnerie en sous-œuvre et un second arc, ménageant une niche et une baie [état 3]. Même si le style architectural et la description des tâches réalisées semblent cohérents avec des mentions de travaux de 1346-1351, les arguments font défaut pour être catégorique quant à la période exacte de ce remaniement. L'escalier d'accès aux Salles basses a ensuite été agrandi avec l'aménagement d'un palier intermédiaire et de la volée supérieure [état 4], vraisemblablement au moment du remblaiement du secteur de la tour Trésorerie. En effet, en 1726 l'accès aux niveaux inférieurs de la tour est condamné par la modification du niveau de sol de la cour. Enfin, un violent incendie détruit en 1798 le Vieux Pavillon et l'aile ouest du château, démantelée à cette occasion, ne sera jamais reconstruite. Seules les Salles basses subsistent et sont louées comme caves dès 1804. C'est à cette période que sont construits les murs et aménagées les portes qui divisent les espaces, et que la cave du deuxième sous-sol est creusée [État 5]. Par la suite, les Salles basses semblent progressivement abandonnées et leur accès est comblé. Il faudra attendre 1935 pour que l'accès soit déblayé et les années 1980 pour que l'éclairage soit installé, offrant aujourd'hui la possibilité de visiter lors des journées européennes du Patrimoine ou des visites guidées de la Ville d'Art et d'Histoire de Chambéry.

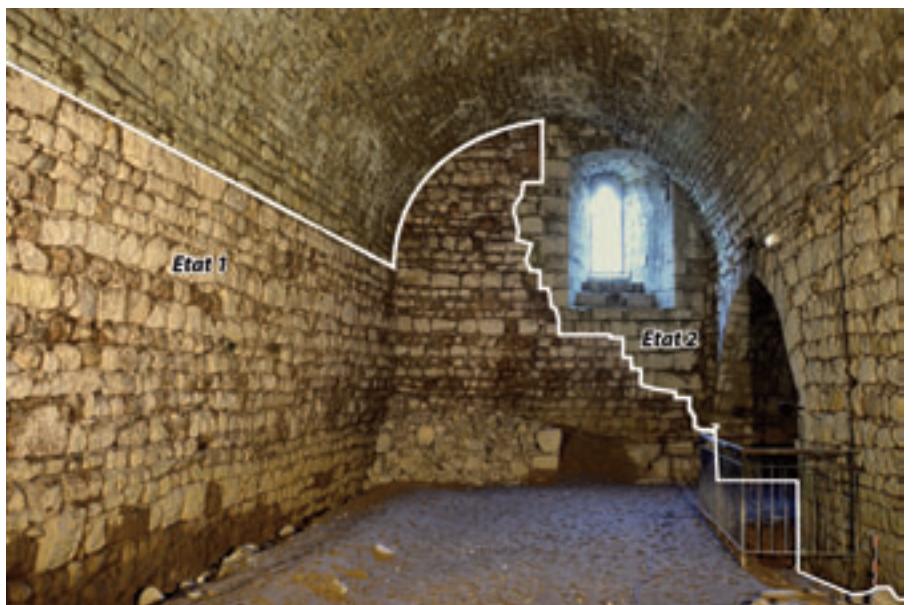
De nouvelles pistes de réflexion

Bien qu'elle n'ait concerné qu'une partie très restreinte du château des ducs de Savoie, l'étude archéologique engagée sur les Salles basses ouvre de nouvelles perspectives quant à l'interprétation de l'évolution du site et l'exploitation des données. Des axes de réflexion se dégagent notamment sur l'origine du mur d'enceinte observé en sous-sol ou le lien avec la porte de la ville dite de « Maché ». Si les archives du château de Chambéry sont riches et éclairent son histoire, les bâtiments médiévaux et leur évolution restent encore largement mal compris et mal datés.

E. Chauvin-Desfleurs, L. D'Agostino

Les courtines de l'état 1 dans la salle occidentale.

Sous l'arcade et entre les deux contreforts, emplacement de l'ancienne ouverture.



les “Palafittes Unesco”

archéologie des lacs savoyards et patrimoine mondial de l’humanité



ARCHÉOLOGIE

En 2014, l’inscription par l’Unesco de la grotte Chauvet au patrimoine mondial de l’humanité avait eu un retentissement médiatique aussi important que légitime. À l’inverse, quelques années auparavant, en 2011, l’inscription d’un ensemble de sites archéologiques immergés dans les lacs de Savoie était, pour sa part, passée presque totalement inaperçue. Actuellement, plusieurs actions sont en cours pour mieux connaître et faire connaître ce patrimoine subaquatique particulier.

De la découverte des « cités lacustres » à l’inscription des « palafittes »

Les recherches archéologiques dans les lacs alpins ont débuté il y a plus d’un siècle et demi avec la découverte en Suisse des « cités lacustres ». La baisse exceptionnelle du niveau des lacs avait mis au jour de vastes ensembles de pieux et de nombreux vestiges, céramiques, outils en silex ou en bronze. Ces sites avaient alors été interprétés comme des villages construits sur de grandes plates-formes au-dessus de l’eau.

Dans les lacs de Savoie, les premières découvertes datent de 1856. Mais à la différence de la Suisse, les vestiges sont toujours restés immergés sous plusieurs mètres d’eau, amenant les archéologues de l’époque à mettre en œuvre d’ingénieux systèmes de dragues et de pinces. Des milliers d’objets ont été ainsi récoltés au cours de « pêches aux antiquités lacustres » et ont alimenté d’importantes collections comme celles du Musée Savoisien à Chambéry et du Musée-Château à Annecy. Il faut attendre les années 1960 pour que des observations directes soient faites grâce aux développements de la plongée autonome. À partir de 1980, avec la création d’un service spécifique du ministère de la Culture et de la communication, les travaux s’organisent et l’inventaire des lacs est repris.

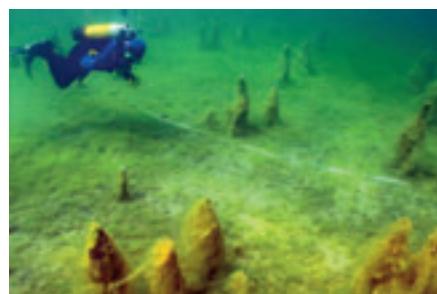
À ce jour, notre vision de ces habitats littoraux est bien éloignée de celle du XIX^e siècle d’autant que les sites lacustres livrent quantité d’informations



L’adaptation des techniques permet maintenant de fouiller sous l’eau avec le même niveau de détail qu’à terre.

grâce à la conservation des matières périssables. De très importantes fouilles ont été menées en particulier en Suisse et en Allemagne. De 5 000 à 800 ans avant notre ère, des villages ont été construits à plusieurs reprises sur les rivages lacustres en profitant de baisses des niveaux en liaison avec des changements climatiques. Il s’agissait le plus généralement de bâtiments surélevés en zone potentiellement inondable.

C’est la qualité des vestiges et l’apport à la connaissance des premiers villages d’agriculteurs et d’artisans qui a amené l’inscription au patrimoine mondial. Sur plus de 1 000 sites recensés dans six pays (France, Italie, Suisse, Allemagne, Autriche, Slovénie), 111 ont été retenus. Onze sont en France dont neuf dans les lacs de Savoie.



Les pieux d’un site palafittique daté de l’âge du Bronze, à Conjux, lac du Bourget. Déjà sur ce cliché, pris lors de conditions de visibilité exceptionnelles, des alignements sont nettement visibles, indiquant l’emplacement des anciens bâtiments.

La vision actuelle des « cités lacustres » comme des habitats littoraux en zone plus ou moins inondable (dessin Eric Le Brun).

Dans le lac d'Annecy, sur le site Bronze final du Crêt de Chatillon, panneau-repère posé par l'équipe de Raymond Laurent dans les années 1960.



Les implications de l'inscription Unesco

L'obtention du label Unesco oblige chacun des pays à assurer la protection, le suivi et la valorisation des sites concernés. Le premier niveau de protection est juridique avec tout d'abord, le classement au titre des Monuments historiques. Localement, la modification des règlements de navigation participe directement à la protection en interdisant l'ancre et la plongée sur les sites. Sur le terrain, des secteurs particulièrement sensibles ont été balisés à l'intention des usagers des lacs.

La valorisation doit « rendre visible l'invisible ». Cet exercice délicat a été abordé récemment par deux expositions, l'une au Bourget et l'autre à Aiguebelette, à l'initiative de la Conservation départementale de Savoie et du Musée Savoisien [voir *La Rubrique* n° 35, juillet 2015, p. 16-21]. Le lancement d'autres actions fait l'objet de réunions tant avec les instances locales que départementales.

Des campagnes de reprise et d'actualisation des données

Le suivi des lacs de Savoie a débuté en 2015 sous l'égide du Drassm (Département de recherche archéologique subaquatique et sous-marine), service spécialisé du ministère de la Culture et de la communication. L'objectif est de dresser un bilan à la fois documentaire et sanitaire des neuf sites inscrits mais aussi de ceux situés à proximité immédiate, dans ce que l'Unesco dénomme « zone tampon ». La charge de travail est importante pour d'une part, reprendre les archives accumulées depuis près de 50 ans, et d'autre part, retourner sur des sites répartis du lac Léman au lac d'Aiguebelette. De plus, pour le terrain, les périodes d'intervention sont conditionnées par la transparence de l'eau et le développement de la végétation. Quatre campagnes ont été programmées. Celles de 2015 et 2016 ont concerné les lacs d'Annecy et d'Aiguebelette. Elles seront poursuivies en 2017

sur le lac du Bourget et en 2018 sur le lac Léman. Avec la reprise des documents de fouille, plus de 10 000 pages ont été scannées, triées et indexées. Pour chaque site, ce bilan documentaire permet de dresser un état des travaux réalisés par nos prédécesseurs. Les investigations de terrain visent ensuite à retrouver les sites, les positionner précisément, rechercher tout indice des opérations précédentes (repères, étiquettes...), apporter toute donnée sur les emprises, l'état de conservation, les atteintes en cours et potentielles.

Sur le terrain, l'équipe est constituée de cinq archéologues plongeurs opérant depuis une embarcation du Drassm, transférée dans les différents lacs. Les investigations sont menées dans des tranches d'eau faibles, jusqu'à 6 m de profondeur au maximum, mais les conditions peuvent être tout de même difficiles que ce soit en raison du froid ou du manque de visibilité.



Relevé au GPS de précision sur la station néolithique des Charretières, lac d'Annecy.



Relevé des piquets nouvellement dégagés sur la station Bronze ancien des Mongets, lac d'Annecy.



Relevé au GPS de précision sur la station néolithique de Beau Phare à Aiguebelette

Par rapport aux opérations antérieures, les relevés topographiques bénéficient des progrès récents de matériels comme les GPS différentiels qui donnent des précisions centimétriques dans des temps courts. Mais l'usage qui en est fait est loin d'être conventionnel avec un des opérateurs devant, en immersion, non seulement caler la canne droite mais surtout ne pas mettre à l'eau l'antenne, fort coûteuse.

Une autre nouveauté est dans le traitement des données. Les systèmes d'information géographique permettent de les regrouper et de les traiter, selon des critères de tri. Les restitutions graphiques sont grandement facilitées mais un SIG permet aussi de croiser les données entre elles pour mettre en évidence des relations ou de nouvelles informations.

Sur le terrain, certains sites n'avaient plus été vus depuis une vingtaine d'années. Le retour s'imposait pour faire un constat d'état. Il a permis dans plusieurs cas de compléter les observations et, grâce aux acquis de ces dernières années, de progresser dans l'interprétation et la compréhension de l'organisation de plusieurs stations.

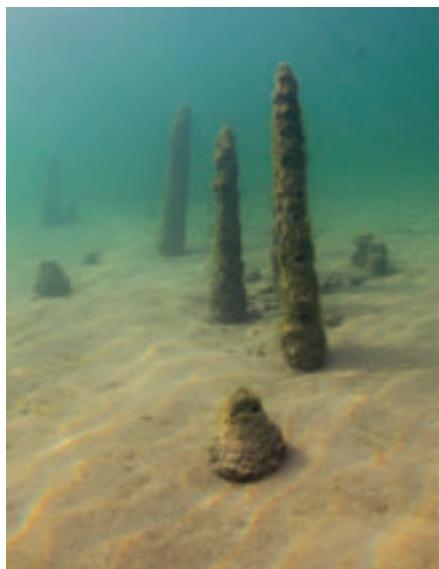
Sur le lac d'Annecy, pour la station du Bronze ancien des Mongets, 140 pieux et piquets récemment dégagés par l'érosion ont été ajoutés aux 700 déjà topographiés. L'emprise de ce petit village, daté de -1803 à -1766, est étendue de 15 m portant la largeur totale à 55 m. Les relations avec le Plateau suisse sont montrées par la similitude étroite avec le plan de la station de Concise sur le lac de Neuchâtel, sur laquelle les mêmes datations ont été obtenues.

Sur le lac d'Aiguebelette, l'organisation générale d'une station du Néolithique a pu être mise en évidence sur la rive sud, à Beau Phare. Installé sur une avancée du rivage, ce petit village était construit à l'arrière de palissades. Trois ont été iden-

tifiées mais leur contemporanéité n'est pas établie à ce stade des investigations. Un chemin d'accès au village, matérialisé par une double rangée de piquets a pu être suivi sur 50 m.

Toujours sur Aiguebelette, le tracé d'une palissade du Bronze final, déjà partiellement repérée par nos prédécesseurs, a pu être suivi sur près de 700 m autour de la Petite Île. Cet ouvrage conséquent souligne le caractère particulier de ce lieu dont les potentialités archéologiques sont connues par les découvertes anciennes de nombreux objets du Néolithique et de l'âge du Bronze.

Groupe de grands pieux sur la station néolithique du Gojat à Aiguebelette.



Palissade de pieux en limite de la station néolithique de Beau Phare à Aiguebelette.



La station néolithique des Marais de l'Enfer à Annecy, entre palissade de limite de roselière et structure de protection de la houle.

Les ravages causés sur le fond par les chaînes d'amarrage.



Vers une gestion concertée

L'âge vénérable de nos stations lacustres, de 3 à 6 millénaires, pourrait faire penser qu'elles sont immuables et indestructibles. Pourtant il n'en est rien. La conservation d'un site archéologique est en elle-même exceptionnelle et n'est due qu'à la conjonction favorable de nombreux facteurs. La modification d'un seul de ces facteurs peut entraîner des destructions qui sont irréversibles. En effet, à la différence du milieu naturel, les sites archéologiques n'ont aucune capacité de résilience, c'est-à-dire de retour à l'état initial. Un site abîmé ou détruit l'est de façon définitive.

Des menaces sont naturelles avec en particulier l'érosion provoquée par la houle. Certaines étaient insoupçonnées comme l'action d'espèces d'écrevisses invasives qui, en creusant des galeries, vont totalement perturber les niveaux archéologiques. Une grande part des menaces est liée aux activités humaines : pression des aménagements sur les rives, augmentation de la fréquentation des plans d'eau, multiplication des activités nautiques...

Ces menaces impactent également le milieu naturel. Ainsi les amarrages traditionnels d'embarcation avec un corps-mort et une chaîne détruisent tout sur des rayons de plusieurs mètres. Heureusement nous n'avons eu à recenser que de rares cas sur les sites archéologiques et ils ont été rapidement traités par les services gestionnaires comme le SILA, syndicat intercommunal du lac d'Annecy.

Il est à souligner que les relations interservices se sont développées, évitant de véritables conflits d'usage. Ainsi le rétablissement du marnage d'un lac est certes favorable à la régénérescence des roselières mais, en réduisant la tranche d'eau au-dessus des sites, il les rend plus vulnérables aux effets des houles. Les actions doivent donc être concertées et peuvent même être coordonnées, comme pour la mise en place de barrières anti-houle protégeant à la fois une roselière et un site archéologique. Cette prise en compte globale est à n'en pas douter un des premiers apports de l'inscription Unesco.

Yves Billaud



L'écrevisse, un fousseur à l'action destructrice.

Portion effondrée de la palissade du Bronze final entourant la Petite Île à Aiguebelette.



Voir aussi

- Ouvrage de 104 pages présentant les sites palafittiques des six pays impliqués dans le dossier d'inscription Unesco, disponible en téléchargement : www.palafittes.org/fr/produits-downloads/brochure-dinformation

- *Dossiers d'archéologie*, n° 355, janvier-février 2013. « Les cités lacustres du Jura et de la Savoie : les palafittes au patrimoine mondial de l'Unesco ». Éd. Faton, 94 p.

un four à briques en Tarentaise

un bâti témoin d'un savoir-faire local à conserver



PATRIMOINE RURAL
NON PROTÉGÉ

En s'élevant au-dessus de Bourg-Saint-Maurice, entre Vulmix et le Parchet, au lieu-dit « Les Murs », commune de Les Chapelles, vous pouvez apercevoir un édifice datant de la fin du XIX^e – début XX^e siècle et d'une certaine rareté en Tarentaise : un four à briques ; des traces de constructions dans la vallée témoignent de l'utilisation de briquettes rouges comme matériau et attestent en effet une production locale. Grâce à la mémoire des Vulmixois, l'histoire de ce four a pu être retracée. Des recherches documentaires approfondies ou des fouilles archéologiques nous informeraient plus précisément sur sa fonction.



Les vestiges du four à briques après restauration, une action de sauvegarde et de valorisation menée au titre du PRNP.

Comme le four à chaux de La Bourgeat (Bourg-Saint-Maurice), le four de Vulmix possède en façade trois ouvertures voûtées et surmontées d'un mur en pierres appareillées de plusieurs mètres de haut et une plateforme supérieure, pour une largeur d'environ 10 mètres, ainsi qu'un autre mur à l'angle droit doté de six marches de pierre intégrées à la construction, qui permettaient certainement d'accéder à la partie supérieure du four.

Selon les témoignages recueillis, ce four a servi jusqu'au milieu du XX^e siècle pour la fabrication de briques rouges comme en témoigne la présence de briquettes dans certaines habitations de Vulmix et aussi, probablement, au Fort de Vulmix (ouvrage militaire édifié et aménagé entre 1890 et 1914).

Les briques, faites à base d'argile (sur ce versant, il n'est pas rare de trouver de petits dépôts d'argile d'origine glaciaire) étaient moulées, séchées à l'air libre, puis cuites dans le four semblable à celui d'un potier à une température de 750° pendant environ 72 heures. Elles étaient certainement « foulées » à la main ; des empreintes de doigts ont été retrouvées sur une brique. Le four est une construction close, plus ou moins importante et abritée, avec un foyer, une cheminée et une large ouverture de défournement. Les poteries ou les briques étaient disposées sur des supports en matériau réfractaire. Les fournées, répétées 3 ou 4 fois par an, pouvaient compter 10 000 à 35 000 pièces.

Ce type de four à briques est unique dans le canton de Bourg-Saint-Maurice, toutefois, nous savons que dans l'Avant-pays savoyard, des fours à briques artisanaux étaient en activité au XIX^e siècle jusqu'à l'avènement de la mécanisation qui donnera naissance à la « tuile mécanique » au début du XX^e siècle dans la région. Leur construction est similaire aux ruines du four de Vulmix.

Pourquoi fut-il construit à cet endroit ? Il devait y avoir un gisement d'argile, du bois et de l'eau. Selon le témoignage d'un ancien Vulmixois, l'eau était amenée par un canal du lieu-dit « les Sept fontaines » et l'ancien chemin départemental de Vulmix au Parchet se faisait à pied pour accéder au four.

Aujourd'hui, ce patrimoine rural et industriel rare, qui a manqué de disparaître, vient d'être restauré durant l'été 2016 par un artisan maître de la pierre : M. Sylvain Quey de Vulmix, grâce aux propriétaires et au soutien apporté par l'Association « Tradition et patrimoine Borains », la Fondation du Patrimoine, le Conseil départemental de la Savoie et tous les passionnés de patrimoine local.

Cette action de sauvegarde et de valorisation menée au titre du Patrimoine rural non protégé (PRNP) permettra de comprendre un pan révolu du passé industriel de la haute-vallée et de l'histoire des savoir-faire locaux au détour de cet ancien chemin départemental n°87 qui relie Vulmix au Parchet. Plus qu'un chemin, il est devenu un parcours de mémoire de l'histoire locale sur les balcons de la Haute-Tarentaise.

Les vestiges du four avant restauration.

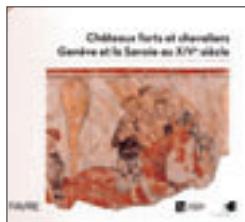
Odile Rebouillat

notes de lecture



L'homme et son environnement : des lacs, des montagnes et des rivières. Bulles d'archéologie offertes à André Marguet

Annie Dumont et Pierre-Jérôme Rey
40^e supplément à la Revue Archéologique de l'Est, 2015, ISBN 978-2-915544-32-9 – 30€
Ce recueil d'articles est destiné à saluer l'action de l'archéologue André Marguet qui a consacré une trentaine d'années de sa vie à l'étude et à la préservation des gisements immergés dans les lacs savoyards. Ce spécialiste a œuvré pour la (re)connaissance du patrimoine sub-lacustre et son classement à l'Unesco. Cette parution regroupe vingt-six contributions originales autour de l'homme et à son environnement, entre lacs, montagnes et rivières. La diversité des sujets témoigne des rencontres et des amitiés nouées par André Marguet. Les textes rassemblés dans ce volume couvrent un vaste espace géographique au cœur de l'Europe occidentale, et s'éloignent ainsi des lacs alpins et jurassiens, de la Préhistoire récente jusqu'aux époques historiques : un bel aperçu de la diversité actuelle des objets, des questionnements et des méthodes de l'archéologie.



Châteaux-forts et chevaliers. Genève et la Savoie au XIV^e siècle

sous la direction de Sylvie Aballéa
Musée d'art et d'histoire de Genève, Favre, 2016, ISBN 978-2-82 – 34 CHF
Catalogue de l'exposition qui se déroule jusqu'au 19 février 2017 au Musée d'art et d'histoire de Genève.
Organisant son discours autour des peintures murales de Cruet l'exposition nous dévoile le monde de la chevalerie au XIV^e siècle dans les États de Savoie. Ce cycle de peintures murales, début du XIV^e siècle, est un des rares exemples d'art profane européen subsistant. Déroulant l'histoire de Girard de Vienne, l'idéal chevaleresque se déploie sous nos yeux en scènes de combats, sièges, chasse, jeux et amour courtois. Les peintures sont mises en relation avec des œuvres de la même époque : manuscrits enluminés, armures, sculptures, textiles, ivoires et objets précieux afin de recréer en une évocation historique et artistique ce vaste territoire dominé au XIV^e siècle principalement par les comtes de Genève et de Savoie, qui s'étend au pied des Alpes, du lac de Neuchâtel à la vallée de l'Isère.



Histoire de la vie de Saint Martin composée pour la communauté de Saint Martin de la Porte en Maurienne en l'an 1565

Mystère édité avec introduction, traduction, glossaire patois et notes Jean-Pierre Perrot, n° 10 de la collection «Corpus», Édition de l'Université Savoie-Mont-Blanc, 2016, ISBN-10 2-919732-59-5 – 20€
En 1565, pour remercier son saint patron d'avoir protégé les habitants de la peste, la communauté de Saint-Martin-la-Porte faisait représenter l'*Histoire de la vie de saint Martin*, un mystère en deux journées à 73 personnages. Le manuscrit original, conservé dans les archives du diocèse à Saint-Jean-de-Maurienne, fait l'objet de la présente édition et remplace l'ancienne édition de 1882 de Florimond Truchet. Elle met en évidence les influences françaises, et révèle l'originalité d'un texte unique adaptant scènes et personnages aux réalités locales. Outre les particularités d'une langue française influencée par l'usage du francoprovençal, les répliques en patois de Badin et du Fol contribuent à l'intérêt linguistique du texte. L'analyse littéraire et linguistique de l'introduction, les notes, index, glossaire patois, illustrations, ainsi qu'une traduction en français moderne, permettent au lecteur d'apprécier les multiples facettes d'un remarquable témoin de la production théâtrale qu'a connue la vallée de la Maurienne du XVI^e au début du XVII^e siècle.



Savoie occupée, partagée, restaurée. 1814-1815

sous la direction de Sylvain Milbach
Mémoires et Documents n° CXIX, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, 2016 – 19€
Entre le 18 septembre 1814 et le 9 juin 1815, le Congrès de Vienne rassemble les représentants des états européens afin de reconstruire une Europe délivrée de la tutelle napoléonienne. Puissance vaincue, la France tente d'alléger le coût territorial de sa défaite et de retrouver sa place dans le concert européen des souverains légitimes. Les « petites » nations assurent leur position en nouant des alliances. Lieu de tractations et de négociations, le congrès symbolise l'art de la diplomatie porté à son plus haut niveau.

À la chute de l'empire napoléonien, la Savoie sera-t-elle partagée entre les royaumes de Sardaigne et de France ? Objet d'âpres négociations, le sort de la Savoie est en suspens. L'ouvrage tente de répondre à cette question savoyarde en interrogeant différentes réalités de terrain, celle des élites et celle des populations, pour mieux montrer l'évidence d'un pays tiraillé entre attirance pour la sphère culturelle française, rejet des outrances révolutionnaires et fidélité à la monarchie sarde imposée par le Traité de Paris. Cet ouvrage passionnant nous dévoile la complexité et l'arbitraire de ce partage historique de la Savoie en 1814-1815. Il nous fait percevoir les raisons du succès du plébiscite qui accompagnera le rattachement de la Savoie à la France en 1860.

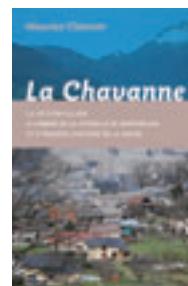


Charlotte Perriand, créer en montagne Claire Grangé, Guy Rey-Millet, Gaston Regairaz. Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Haute-Savoie, collection Portrait, 2016, ISBN 978-2-910618-35-3 – 20€

La collection portrait éditée par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Haute-Savoie, s'attache à faire découvrir les grands architectes du XX^e siècle, ayant marqué de leur œuvre les Pays de Savoie. Pour ce septième portrait, Charlotte Perriand est mise à l'honneur. Passionnée par la montagne qu'elle pratique assidûment, skieuse et sportive avant la mode, elle met son expérience d'alpiniste au service de la création architecturale. De ses premières recherches sur l'architecture de loisirs des années 1930, à la station des Arcs en Savoie dans les années 1970, elle perfectionne un art de vivre en altitude et décline le sens premier de la fonction du refuge, celui de l'abri bien aménagé. Elle conçoit l'urbanisme, l'architecture, comme une continuité entre intérieur et extérieur. Ouverte sur le monde, elle se passionne pour la culture japonaise et s'en inspire dans ses créations. Fidèle à la modernité de ses choix, Charlotte Perriand privilégie l'harmonie de l'habitat et le ressourcement apporté par la nature. Dans la première partie, le texte de Claire Grangé, directrice de la Maison des Jeux olympiques d'hiver à Albertville, évoque son destin et son œuvre. Les deux contributions de Guy Rey-Millet et Gaston Regairaz, architectes, anciens collaborateurs de Charlotte Perriand, sont suivies d'une synthèse de ses réalisations ainsi que de sa biographie et d'une bibliographie. Un portfolio se trouve en seconde partie de l'ouvrage. Il est constitué d'un florilège iconographique : documents d'archives, croquis, maquettes, plans, coupes et photographies d'époque ou récentes.



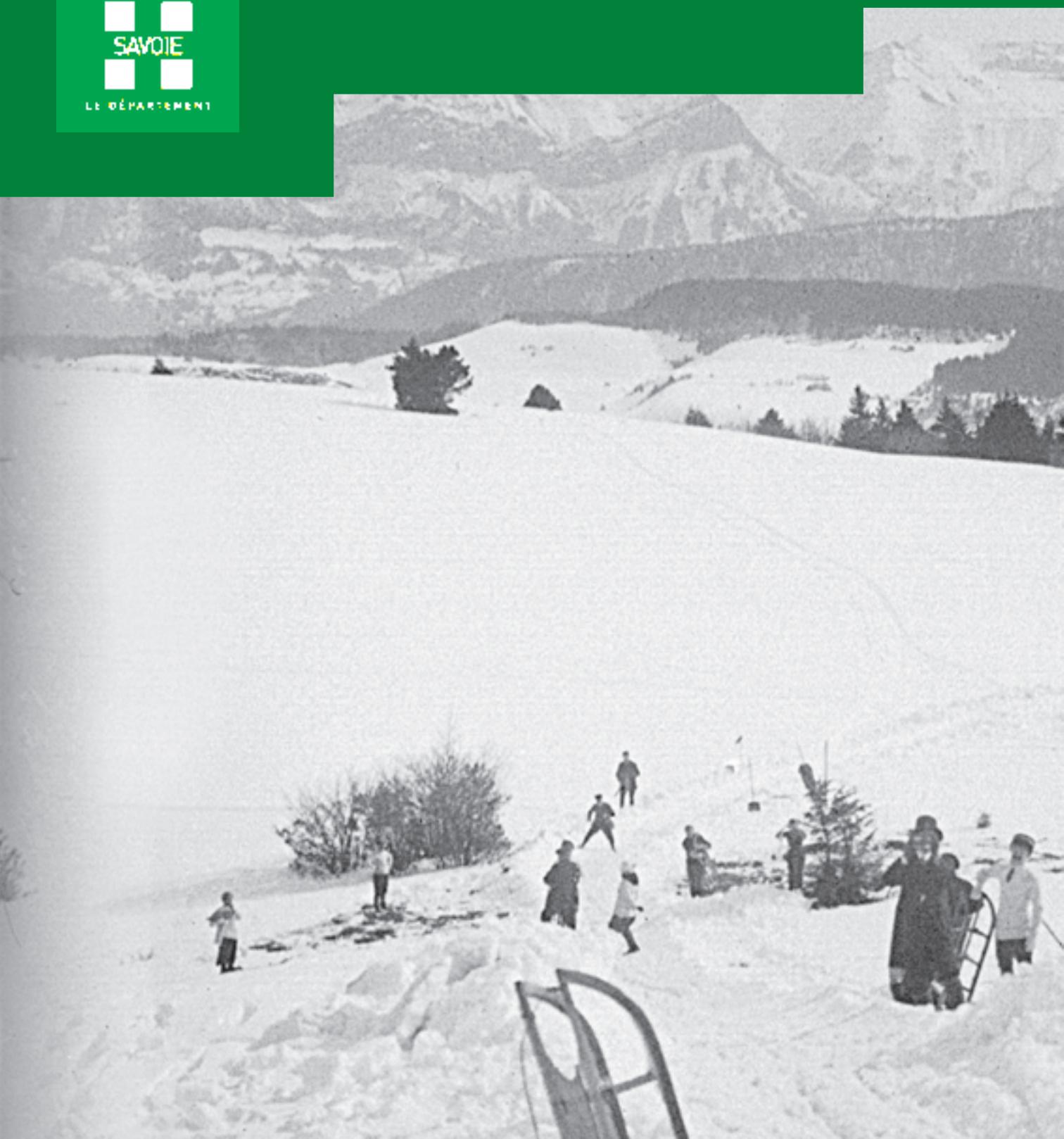
NOTES DE LECTURE



La Chavanne.
La vie d'un village, à l'ombre de la citadelle de Montmélian et à travers l'histoire de la Savoie
Maurice Clément, Association des Amis de Montmélian et de ses environs, 2016, ISBN 978-2-9540495-1-9 – 27€
Maurice Clément, membre de l'Association des Amis de Montmélian et de ses Environs, passionné par l'histoire de la Savoie nous livre la première monographie parue sur le village de La Chavanne. De facture classique, l'ouvrage introduit le milieu naturel en abordant les notions de géographie, puis déroule l'histoire du bourg au gré de la chronologie : Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge, période moderne puis contemporaine. De par sa proximité avec la redoutable citadelle de Montmélian qui lui assure une importance stratégique mais aussi de nombreux déboires, l'histoire de La Chavanne a été marquée par la présence française lors des différentes guerres qui ont opposé France et Savoie entre le début du XVI^e siècle et le début du XVIII^e siècle. Les deux rattachements, sous la Révolution française puis en 1860, entérinent ces liens privilégiés noués avec la France. Situé sur un axe important du passage des Alpes, la Chavanne a trouvé naturellement un débouché à sa production agricole abondante du fait de sa situation privilégiée. Fruit d'un travail sérieux et documenté, cet ouvrage trouve naturellement sa place dans l'historiographie savoyarde.

Vinciane Gonnet-Néel

- Actualités projets européens 3
- Actualités réseau Entrelacs 4 à 10
- Architecture & patrimoine 11 à 13
- Archives départementales 14 & 15
- Archives municipales 16 & 17
- Inventaire du patrimoine 18 & 19
- Littérature & patrimoine 20 & 21
- Musées 22 & 23
- Archéologie 24 à 33
- Patrimoine rural non protégé 34
- Livres 35



La rubrique

DES PATRIMOINES *de Savoie*

